

RÉVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

Bimestriel n° 461 • nov.-déc. 2016 • www.internationalism.org • france@internationalism.org • 1,30 Euro – 2,50 FS – 2 \$ can.

ALEP

Un nouveau crime du capitalisme contre l'humanité

La liste des crimes contre l'humanité du siècle précédent a souvent porté des noms de ville : Guernica, Coventry, Dresde, Hiroshima, Sarajevo... Aujourd'hui la cité historique d'Alep en Syrie, l'une des plus anciennes cités au monde toujours habitées, rejoint la liste. En 1915, Rosa Luxemburg, qui défiait la vague de nationalisme qui submergeait alors l'Allemagne au début de la guerre, reconnaissait que ce conflit ravageant toute l'Europe avait ouvert une nouvelle époque de l'histoire du capitalisme, une époque où l'impitoyable compétition bâtie par ce système plaçait l'humanité devant le choix : socialisme ou barbarie. Cette guerre, écrivait-elle, avec ses massacres d'êtres humains à une échelle industrielle, était une claire illustration de ce que signifie réellement la barbarie. Mais la Première Guerre mondiale n'était que le début et la barbarie du capitalisme a rapidement atteint de nouveaux sommets. Cette guerre a pris fin grâce à la résistance de la classe ouvrière en Russie, en Allemagne et ailleurs, du

fait de mutineries, de grèves et d'insurrections qui, un court moment, ont véritablement menacé l'existence de l'ordre mondial capitaliste. Mais ces mouvements ont été isolés et vaincus ; et avec la défaite de la classe ouvrière, qui est le seul véritable obstacle aux menées guerrières du capitalisme, les horreurs des conflits impérialistes ont pris une nouvelle dimension. La première guerre impérialiste était encore, à l'instar des guerres du XIX^e siècle, un conflit de champs de bataille. L'échelle de la tuerie, proportionnellement à l'étourdissant développement technologique des décennies qui ont mené à la guerre, fut un choc même pour les politiciens et les chefs militaires qui avaient tablé sur un conflit court, décisif, "terminé pour Noël". Toutefois, dans les guerres qui ont suivi, les principales victimes n'étaient plus les soldats en uniforme, mais les populations civiles. Le bombardement par les avions allemands et italiens de la ville de Guernica en Espagne, événement immortalisé par Picasso et ses figu-

res torturées de femmes et d'enfants, donne le ton. Au début, le fait de cibler délibérément des civils depuis les airs fut un nouveau choc, quelque chose qui n'avait pas de précédent, un acte que seuls les régimes nazis ou fascistes d'Hitler et Mussolini pouvaient perpétrer. Mais la Guerre d'Espagne ne fut que le prodrome d'une Seconde Guerre mondiale qui a triplé le nombre de morts de la Première et dont l'immense majorité des victimes furent des civils. Les deux camps ont utilisé la tactique du "tapis de bombes" pour écraser des villes, détruire les infrastructures, démoraliser la population et, du fait que la bourgeoisie avait toujours peur d'un possible soulèvement de la classe ouvrière contre la guerre, pour éliminer tout danger prolétarien. De plus en plus, de telles tactiques n'ont plus été dénoncées comme des crimes, mais soutenues comme le meilleur moyen de mettre fin au conflit et d'empêcher de nouveaux massacres et ce avant tout par le camp démocratique. L'incinération d'Hiroshima et de Nagasaki par la

toute nouvelle bombe atomique fut justifiée exactement dans ces termes.

Aujourd'hui, lorsque les dirigeants du monde démocratique condamnent le régime d'Assad en Syrie et son allié russe pour leur implacable et systématique massacre de la population civile d'Alep et d'autres villes, nous ne devons pas oublier qu'ils sont porteurs de ce qui est maintenant devenu une tradition établie de la guerre capitaliste. La destruction délibérée d'hôpitaux et d'autres infrastructures-clé comme le système de distribution d'eau, le blocage et même le bombardement de convois d'aide : tout cela fait partie de la guerre de siège moderne, ce sont des tactiques militaires apprises non seulement de la précédente génération de "dictateurs", mais aussi de démocrates militaristes comme "Bomber" Harris ⁽¹⁾ et Winston Churchill.

1) Le maréchal qui commandait les forces aériennes anglaises de bombardement pendant la Seconde Guerre mondiale et à ce titre principal organisateur de la destruction des villes allemandes par la Royal Air Force.

Les intérêts impérialistes attisent les flammes en Syrie

Cela ne veut pas dire que ce qui se passe à Alep n'a rien d'exceptionnel. La "guerre civile" en Syrie a commencé en 2011 comme une expression des "printemps arabes", par la révolte d'une population excédée par la brutalité du régime Assad. Mais Assad a appris de la chute de ses collègues dictateurs en Égypte et en Tunisie et il a répondu par une meurtrière puissance de feu aux manifestations. La détermination du régime à survivre et à perpétuer ses privilèges s'est montrée sans bornes. Pour rester au pouvoir, Assad s'est montré prêt à dévaster des villes entières, à assassiner ou expulser des millions de ses propres citoyens. Il y a là un élément de la vengeance du tyran contre tous ceux qui ont osé rejeter sa fêrule, un plongeon dans une spirale de destructions qui ne laissera rien ou pratiquement rien à diriger. En ce sens, le calcul froidement rationnel derrière les bombardements de terreur des cités syriennes "rebelles" est devenu un nouveau symbole de l'irrationalité grandissante de la guerre capitaliste. Mais la folie de cette guerre ne se limite pas à la Syrie. Faisant suite à l'assassinat massif de manifestants désarmés, des défections dans l'armée syrienne ont donné naissance à une opposition armée bourgeoise, ce qui a rapidement transformé la révolte initiale en un conflit militaire entre camps capitalistes ; cela a permis à un certain nombre de forces impérialistes locales ou plus globales d'intervenir pour leurs propres intérêts sordides. Les divisions ethniques et religieuses qui ont aggravé le conflit en Syrie ont été exploitées par les puissances régionales pour leurs propres desseins. L'Iran, qui se targue d'être le leader mondial des musulmans chiites, sou-

(suite page 2)

CANDIDATURE DE DONALD TRUMP

Des revers pour la bourgeoisie qui ne présagent rien de bon

La bourgeoisie a de plus en plus de mal à contrôler les tendances centrifuges de son appareil politique. La candidature de Donald Trump à la présidence des États-Unis en constitue une illustration. Cet aventurier politique sans scrupules de la classe dominante se sert de la "révolte" populiste de ceux qui ont souffert le plus des bouleversements économiques des trente dernières années pour sa propre auto-glorification.

L'élection sortie de piste

La sélection de Trump comme candidat aux présidentielles américaines de 2016 est une élection "sortie de piste". (...)

La possibilité que Trump batte Clinton est en soi un signe du degré auquel la situation politique est devenue insensée. Mais déjà sa candidature a répandu une onde de choc à travers tout le système d'alliances impérialistes. Depuis 70 ans, les États-Unis ont été les garants de l'alliance de l'OTAN dont l'efficacité dépend de l'inviolabilité

du principe de défense réciproque : une attaque contre l'un est une attaque contre tous. Quand un président américain en puissance met en question l'Alliance nord-atlantique ainsi que la volonté des États-Unis d'honorer ses obligations d'allié – comme Trump l'a fait en déclarant qu'une réponse américaine à une attaque russe contre les États baltes dépendrait, à son avis, du fait que ces derniers aient "payé leur ticket d'entrée" – cela donne froid dans le dos à toutes les bourgeoisies est-européennes directement confrontées à l'État mafieux de Poutine, sans parler des pays asiatiques (le Japon, la Corée du Sud, le Vietnam, les Philippines) qui font confiance aux États-Unis pour les défendre contre le dragon chinois. (...)

C'est devenu un truisme de dire que quiconque se présente aux primaires républicaines doit s'avérer "irréprochable" sur toute une série de questions : l'avortement (il faut être "pour la vie"), le contrôle des armes (il faut être contre), le conservatisme fiscal et des impôts plus bas, contre l'*Obamacare* (c'est du socialisme, il doit être aboli : en fait, Ted Cruz avait justifié en partie sa candidature par le battage fait autour de son obstruction à l'*Oba-*

macare au Sénat), le mariage (une institution sacrée), contre le Parti démocrate (si Satan avait un parti, ce serait lui). Aujourd'hui, en l'espace de quelques mois, Trump a éviscéré le Parti républicain. C'est un candidat sur qui "on ne peut pas compter" concernant l'avortement, le contrôle des armes, le mariage (lui-même marié trois fois) et qui, dans le passé, a donné de l'argent au diable lui-même, Hillary Clinton. De plus, il propose d'augmenter le salaire minimum, veut maintenir au moins en partie l'*Obamacare*, veut revenir à une politique étrangère isolationniste, laisser le déficit budgétaire s'envoler et expulser 11 millions d'immigrés illégaux dont le travail bon marché est vital pour les affaires.

Comme les conservateurs en Grande-Bretagne avec le Brexit, le Parti républicain – et potentiellement toute la classe dominante américaine – s'est retrouvé avec un programme complètement irrationnel du point de vue des intérêts de classe impérialistes et économiques. (...)

"Rage against the machine" ⁽¹⁾

(...) Les résultats électoraux ne

1) "Colère contre la machine" : groupe de metal

seront jamais une expression de la conscience de classe, néanmoins ils peuvent nous donner des indications quant à l'état du prolétariat. Que ce soit le référendum sur le Brexit, le soutien à Trump aux États-Unis, au Front national de Marine Le Pen en France, ou aux populistes allemands de PEGIDA et d'Alternative für Deutschland, tous les chiffres concordent pour suggérer que là où ces partis et mouvements gagnent le soutien des ouvriers, c'est parmi ceux qui ont souffert le plus des changements opérés dans l'économie capitaliste au cours des quarante dernières années, et qui ont fini par conclure – de façon pas tout à fait déraisonnable après des années de défaites et d'attaques sans fin contre leurs conditions d'existence par des gouvernements de gauche comme de droite – que le seul moyen de faire peur à l'élite dirigeante est de voter pour des partis qui sont de toute évidence irresponsables, et dont la politique est un anathème pour cette même élite. La tragédie, c'est que ce sont précisément ces ouvriers qui ont

alternatif américain connu pour ses prises de position anarchisantes et anti-capitaliste. Le titre est ironique.

(suite page 4)

Dans ce numéro

Mélenchon Un apôtre du modèle stalinien	2
Gabon "L'émirat tropical", expression de l'enfoncement de l'Afrique dans le chaos	3
Front national Une fronde réactionnaire liée à la décomposition de la société	4
Extraits des Thèses sur la décomposition Des difficultés politiques accrues pour la bourgeoisie	4
Contribution sur le problème du populisme	5
Indignados - Espagne Le mouvement du 15 Mai cinq ans après	8



ALEP

tient Assad et son régime "alaouite" et mène directement une intervention militaire par l'intermédiaire des milices du Hezbollah libanais. Les États musulmans sunnites comme l'Arabie saoudite et le Qatar ont armé les nombreux gangs islamistes qui cherchent à supplanter les rebelles "modérés", y compris l'État islamique. La Turquie, souvent sous le prétexte d'éliminer l'État islamique, a utilisé ce conflit pour intensifier son affrontement avec les forces kurdes qui ont considérablement progressé dans le nord de la Syrie. Mais dans ce conflit où s'affrontent trois, quatre, peut-être même cinq camps différents, les principales puissances du monde ont elles aussi joué leur rôle. Les États-Unis et la Grande-Bretagne ont appelé Assad à se démettre et ont directement soutenu l'opposition armée au régime, autant les "modérés" que les islamistes, par l'Arabie saoudite et Qatar interposés. Lorsque l'EI, comme Al Qaïda avant lui, a commencé à mordre la main qui le nourrissait et s'est imposé comme une force nouvelle et incontrôlable en Syrie et en Irak, nombre de politiciens occidentaux ont reconsidéré leur position, avançant qu'Assad est aujourd'hui un "moindre mal" par rapport à l'EI. Obama a menacé le régime Assad d'une intervention militaire en déclarant que l'utilisation d'armes chimiques contre des civils était une ligne rouge à ne pas franchir. Cette menace s'est révélée creuse et, conséquemment, Washington et Westminster ont débattu de comment intervenir contre l'EI sans indirectement remettre Assad en selle. La réponse de Washington, pour indécise qu'elle soit, n'est que le résultat d'un long processus de déclin de l'hégémonie américaine dans le monde, résumée avant tout par les désastreuses interventions en Afghanistan et en Irak provoquées par les attaques terroristes du 11 septembre 2001 à Washington et New York. La "guerre contre le terrorisme", déchaînée par l'administration Bush, n'a abouti qu'à provoquer le chaos au Proche-Orient, en faisant du terrorisme islamiste une force plus importante qu'elle ne l'avait jamais été avant l'effondrement des Tours jumelles. La guerre en Irak s'est révélée être particulièrement impopulaire aux États-Unis et même le va-t-en-guerre Donald Trump explique aujourd'hui qu'elle a été un désastre. Les États-Unis sont aujourd'hui plus que réticents à se laisser entraîner dans un nouveau borborygme au Proche-Orient.

L'impérialisme ayant horreur du vide, les hésitations des États-Unis ont permis la résurrection de la Russie en lui offrant une chance de réaffirmer sa présence dans une région dont elle avait été largement expulsée à la fin de la guerre froide. La Syrie est le dernier endroit du Proche-Orient où la Russie peut s'accrocher à travers ses bases militaires, et son soutien au régime Assad a été permanent. Mais après s'être embarquée dans une politique de récupération de son empire perdu dans la région de l'ex-URSS (via la guerre en Géorgie et en Ukraine), la Russie de Poutine joue maintenant à accroître son statut de puissance mondiale en intervenant directement dans le conflit syrien. Le prétexte initial était la volonté de riposter face à l'EI qui gagnait du terrain en Irak et en Syrie, menaçant même la seule implantation permanente de la Russie en Méditerranée, la base navale de Tartous. Dans la mesure où elle était posée comme une réponse à l'EI, l'intervention russe était relativement soutenue par les États-Unis. À la suite des atrocités commises par l'EI à Paris, la France était même prête à mener des opérations conjointes avec les forces russes en Syrie. Mais l'impérialisme russe a montré fort peu d'intérêt à attaquer les bases de l'EI et beaucoup plus d'intérêt

à raffermir le régime d'Assad qui donnait de sérieux signes d'effondrement. En appelant terroristes tous les opposants à Assad, il est devenu une force majeure de l'assaut menée par Assad contre les bastions rebelles, retournant le cours de la guerre en sa faveur. La réponse de l'impérialisme russe dans le conflit en Syrie est la plus simple qui soit, entièrement en accord avec les méthodes d'Assad, déjà appliquées à Grozny en 1999-2000 en réponse au mouvement nationaliste tchéchène : réduire les villes en cendres et le problème de la rébellion est réglé. L'impérialisme russe ne fait pas mystère de ses ambitions au Proche-Orient. "Tout au long du week-end qui marquait le premier anniversaire de l'intervention russe en Syrie, les médias d'État étaient remplis d'audacieuses déclarations telles que : "la Russie a prouvé qu'elle reste incontestablement une superpuissance", ou : "la Russie est devenue le principal acteur dans cette région... tandis que les États-Unis ont perdu leur statut de premier violon". L'assaut sur Alep, qui a atteint de nouveaux degrés tout de suite après l'échec du cessez-le-feu négocié par les États-Unis, a visiblement aiguisé les tensions entre les bourgeoisies russe et américaine.

Réagissant à l'accusation d'avoir commis des crimes de guerre en Syrie (ce qui est indubitablement vrai), la Russie s'est retirée des négociations de paix sur la Syrie, ainsi que de tout processus visant à réduire les stocks américains et russes de plutonium, Poutine conditionnant la reprise des pourparlers aux conditions les plus irréalistes, comprenant la fin des sanctions contre la Russie et une réduction substantielle des troupes de l'OTAN concentrées en Europe de l'Est.

Hypocrisie à l'Ouest

Face à cette politique de plus en plus brutale du régime de Poutine, en Russie comme vis-à-vis de l'extérieur, avec son idéologie nationaliste réactionnaire, sa propagande ouvertement mensongère, il n'a pas été bien compliqué pour les puissances démocratiques occidentales de prendre une posture "moralelement élevée". Mais nous avons déjà vu que l'utilisation par la Russie des bombardements de terreur en Syrie possède déjà une longue histoire à l'Ouest. Et l'hypocrisie des États démocratiques s'applique toujours à leur récent comportement (2). La condamnation de la Russie par les États-Unis pour la destruction d'Alep et d'autres villes ne peut effacer le souvenir des bombardements de Bagdad en 2003 ou le siège de Falloujah en 2004, qui ont mené des milliers de civils irakiens à la mort, quand bien même les missiles américains sont supposés être "plus précis" que leurs équivalents russes et donc n'avoir visé que des cibles purement militaires. Cela ne masque pas non plus ce que la Grande-Bretagne a fait au Yémen, où elle a fourni aux Saoudiens les armes permettant d'intervenir dans cette sanglante "guerre civile". Un récent article du *Guardian* a révélé que plus d'un million d'enfants yéménites sont menacés par la famine, conséquence directe du blocus saoudien et des bombardements visant les zones tenues par les rebelles houtistes. Mais l'hypocrisie occidentale a atteint son sommet avec les millions de Syriens qui ont été contraints de s'enfuir pour sauver leurs vies et qui aujourd'hui souffrent de malnutrition sévère dans des camps de réfugiés sous-équipés en Turquie, en Jordanie ou au Liban; ou bien, s'ils essaient de rejoindre un

2) Les bombardements aériens meurtriers par les forces de la coalition internationale sur Mossoul au nord de l'Irak et leur recrudescence actuelle sont une autre preuve accablante que cette politique de terreur sur les populations est pratiquée par toutes les puissances.

"havre de paix" en Europe de l'Ouest, ils tombent aux mains d'impitoyables trafiquants d'hommes qui les poussent à traverser la Méditerranée au péril de leur vie sur des rafiots incapables de naviguer. L'Union européenne s'est montrée incapable de s'occuper correctement de ce que Cameron lui-même a qualifié d'"essaim" de réfugiés venus de Syrie ou d'autres conflits du Proche-Orient ou d'Afrique. Et tandis que certains gouvernements, comme celui d'Allemagne, brandissaient leur "politique de bienvenue" à ceux qu'ils espèrent bien pouvoir exploiter comme main-d'œuvre, murs et barbelés se déploient dans toute l'Europe. De plus en plus de gouvernements et de partis européens s'adaptent ou adoptent carrément une politique d'exclusion ou de bouc-émissaire ouvertement mise en avant par les courants politiques populistes. Nous assistons aujourd'hui aux sinistres échos des massacres de juifs des années 1930 et 1940, lorsque les démocraties se lavaient les mains des persécutions et des assassinats nazis, et faisaient en même temps tout pour fermer leurs frontières aux victimes tout en n'accueillant qu'un nombre symbolique de réfugiés juifs (3). Double langage et hypocrisie sur la Syrie ne se limitent pas aux partis de gouvernement. La majorité des partis "de gauche" a une longue histoire de soutien à la Russie, à l'Iran, au Hezbollah et au régime baasiste en Syrie, dont ils disent pour se justifier qu'ils "combattent l'impérialisme", ce qui signifie évidemment pour eux uniquement les impérialismes américain, israélien ou d'autres pays occidentaux. La coalition "Stop the war" en Angleterre, par exemple (dans laquelle Jeremy Corbyn a joué plusieurs années un rôle dirigeant) va organiser des manifestations massives contre l'incursion militaire israélienne au Liban et à Gaza, avec des slogans comme "Nous sommes tous le Hezbollah". On ne verra jamais ces gens organiser des manifestations équivalentes pour dénoncer les actions d'Assad ou de la Russie en Syrie, lesquelles ne sont pas qu'un miroir de ce qu'a fait le militarisme israélien, mais l'a surpassé de beaucoup en nombre de tués et en destructions. D'autres organisations activistes optent pour un soutien aux actions militaires des Américains et de l'Occident. Le groupe Avaaz, qui s'est spécialisé dans des campagnes massives sur Internet et des pétitions, et qui était opposé à l'invasion de l'Irak par les États-Unis, nous dit aujourd'hui que la seule manière de protéger les enfants d'Alep est d'en appeler à Obama, Erdogan, Hollande et May pour renforcer la zone d'exclusion aérienne dans le nord de la Syrie. D'une manière ou d'une autre, on nous demande de soutenir un camp ou un autre dans ce qui est devenu un conflit impérialiste global.

L'alternative prolétarienne

Pour les révolutionnaires, il est essentiel de défendre le principe de l'internationalisme contre toute boucherie impérialiste. Cela signifie conserver une indépendance politique vis-à-vis de tous les États et milices de proto-États, et soutenir la lutte des exploités dans tous les pays contre leur propre bourgeoisie. Ce principe ne dépend aucunement du fait que les exploités se trouvent en lutte ouverte ou pas. C'est un poteau indicateur pour le futur qui ne doit jamais être perdu de

3) Il ne s'agit pas de dénigrer les efforts sincères des centaines de volontaires qui en Europe ont essayé d'offrir une aide aux réfugiés, ou bien sûr le travail réellement héroïque des médecins, personnels de soin et sauveteurs qui se battent pour sauver des vies dans les plus terribles conditions à Alep ou dans d'autres villes assiégées. Très souvent, ces efforts ont débuté par des initiatives spontanées que les gouvernements et autres forces officielles cherchent très vite à faire passer sous leur propre contrôle.



Pour les révolutionnaires, il est essentiel de défendre le principe de l'internationalisme contre toute boucherie impérialiste

vue. En 1914, les internationalistes qui se sont opposés à la guerre n'étaient qu'une toute petite minorité, mais ils ont opiniâtement défendu les positions de classe alors que tant d'anciens camarades se ralliaient à l'effort de guerre de leur propre bourgeoisie, ce qui fut absolument essentiel à l'émergence d'une lutte prolétarienne massive contre la guerre deux ou trois ans après. En Syrie, il est absolument évident que le prolétariat est absent de la scène. C'est le reflet de la faiblesse numérique et politique de la classe ouvrière syrienne qui a été incapable de se soulever contre le régime Assad et ses différents opposants bourgeois. Mais nous pouvons dire que le sort de la Syrie et du "Printemps arabe" comme un tout résume parfaitement la situation historique à laquelle se confronte la classe ouvrière mondiale. Le capitalisme est dans un état avancé de décadence et n'a pas d'autre futur à offrir à l'humanité que la répression et la guerre. Telle a été la réponse de la classe dominante aux différentes révoltes qui ont balayé l'Afrique du Nord et le Proche-Orient en 2011. Mais cela n'a été possible uniquement parce que la classe ouvrière était incapable de prendre la tête de ces révoltes, incapable de proposer un but et une perspec-

tive différents des illusions démocratiques qui dominaient ces mouvements sociaux. Et cela a été un échec non seulement de la classe ouvrière d'Afrique du Nord et du Proche-Orient, mais aussi de la classe ouvrière des pays centraux du capitalisme, laquelle a une tradition révolutionnaire plus profondément ancrée et une plus longue expérience de confrontation avec les obstacles de la démocratie bourgeoise. Ce sont ces bataillons de la classe qui sont les mieux placés pour faire revivre la perspective de la révolution prolétarienne. Ce n'est pas seulement un vœu pieux. Le Printemps arabe a servi d'inspiration aux luttes dans les pays centraux, notamment au mouvement des *Indignados* en Espagne, mouvement qui a été plus loin en 2011 qu'*Occupy* et d'autres réactions similaires dans le monde pour poser de sérieuses questions sur le futur du capitalisme tout en s'interrogeant sur les moyens pour lutter contre lui (4). Mais ce ne fut qu'un aperçu du possible, un petit signe que, malgré l'avancée continue de la barbarie capitaliste, l'alternative prolétarienne est toujours vivante.

Amos, 8 septembre 2016

4) Lire notre article : "Le mouvement du 15 Mai (15-M) cinq ans après".

Un apôtre

"L'idéal inépuisable de l'espérance humaniste, de la révolution". Ces mots ont été prononcés le 6 mars 2013 par Jean-Luc Mélenchon, à propos du président vénézuélien Hugo Chavez, au lendemain de sa mort. Depuis longtemps, celui qui était à l'époque le coprésident du Parti de gauche manifeste une profonde admiration pour Chavez et ne cache pas son ambition de devenir lui-même cet homme providentiel redonnant espoir aux masses pauvres et tenant tête aux grandes puissances ; et peut-être d'avoir sa statue un jour sur une grande place parisienne... Le discours qu'il prononce ce jour-là avec une émotion réelle, ne peut être plus clair : "Chavez a été la pointe avancée d'un processus large dans l'Amérique latine qui a ouvert un nouveau cycle pour notre siècle, celui de la victoire des révolutions citoyennes. (...) Il n'a pas seulement fait progresser la condition humaine des Vénézuéliens, il a fait progresser d'une manière considérable la démocratie".

Évidemment quand on voit dans quel état se dépêtre le Venezuela aujourd'hui, on se demande comment on peut faire de ce pays un modèle de "révolution socialiste". Car le Venezuela "bolivarien" n'est finalement pas loin de cumuler toutes les caractéristiques d'une république bananière, avec une bonne dose de vernis stalinien par dessus !

Pendant les quatorze ans de son "règne", ponctué par trois élections plus

ou moins contestées, Chavez a clamé un bilan exceptionnel, largement relayé par tous les "révolutionnaires" du monde, avec parmi les plus fameux, Mélenchon donc, mais aussi l'ancien président iranien Mahmoud Ahmadi-nejad. De sacrées références. Ainsi, sous sa présidence, le Venezuela serait passé de pays sous-développé au statut de champion de la croissance, de la lutte contre la pauvreté, de la scolarisation et donc, de la démocratie. Quatrième puissance sud-américaine en terme de PIB par habitant, un revenu par habitant supérieur à la moyenne du sous-continent sud-américain, le Venezuela affiche une espérance de vie au-dessus de 74 ans quand elle peine à dépasser 50 ans dans les pays sous-développés.

Seule petite ombre au tableau : la criminalité n'aura cessé d'augmenter de l'arrivée de Chavez au pouvoir jusqu'à sa mort, faisant de Caracas la ville la plus dangereuse du monde avec 122 homicides pour 100 000 habitants en 2012. Avec 4 850 000 habitants recensés, cela fait donc plus de 5 900 personnes tuées par homicide en une seule année, dans une seule ville !

Mais ce bilan "honorabile" repose uniquement sur la rente pétrolière. Le Venezuela est en effet le onzième producteur au monde et fondateur de l'OPEP. Le pétrole et le gaz naturel représentent 95% des exportations du pays. Le Venezuela ne produit rien d'autre. Il tire ses revenus de ses seuls

“L’émirat tropical”, expression de l’enfoncement de l’Afrique dans le chaos

L’élection présidentielle gabonaise du 27 août dernier n’a pas dérogé à une longue tradition sanguinaire. Alors qu’Ali Bongo, comme naguère son père pendant 40 ans, se proclamait vainqueur d’un scrutin truqué, des émeutes prenant l’allure d’une guerre civile éclataient dans tout le pays, aussitôt réprimées par la police et l’armée. Une grande partie des masses pauvres, utilisée comme chair à canon, excitée pour cela et instrumentalisée par la clique de Jean Ping, adversaire de Bongo, a une nouvelle fois chèrement payé le prix de ce règlement de comptes entre des fractions bourgeoises en lutte pour le contrôle de l’État et son système de corruption généralisée. À l’heure où nous écrivons ces lignes, les chiffres sont encore incertains et manipulés de toutes parts, mais plusieurs sources font état de cinq à sept morts et plus de 1100 arrestations !

À la différence de l’élection de 1990, où l’armée française vint directement réprimer les émeutiers pour sauver le trône vacillant de son pion Omar Bongo, et celle de 2009 où “l’héritier” bénéficia du soutien actif de son “ami” Sarkozy (1), les récents troubles politiques s’inscrivent dans un contexte bien plus délicat pour l’impérialisme français du fait d’une aggravation internationale de la crise économique et l’expansion d’un chaos impérialiste incontrôlable en Afrique.

Une population victime de la crise économique et des règlements de comptes entre cliques bourgeoises

Depuis l’indépendance du Gabon

1) Cf. “Au Gabon, une élection pour préserver les intérêts de la Françafrique”, *RI* n° 405 (octobre 2009)

en 1960, l’économie du pays repose presque uniquement sur l’exploitation de son riche sol par des entreprises essentiellement françaises : bois précieux, uranium et surtout pétrole, secteur représentant pas moins de 40 % des recettes de l’État, sont les principales sources de richesse du pays. En dépit de la promesse faite par Ali Bongo, après le décès de son père en 2009, de mettre fin au pillage systématique des deniers publics, l’élite au pouvoir (au premier rang de laquelle se trouve la large famille Bongo elle-même, maîtresses présidentielles incluses (2)), a continué à s’enrichir sans vergogne en captant une très large partie des ressources de l’État. Ali Bongo a ainsi hérité de son père, sans rien y changer, d’un système très sophistiqué de corruption et de redistribution officieuse au moyen d’enveloppes soigneusement réparties entre les ethnies, les régions et les nécessités de maintien de la paix sociale.

Mais cette corruption massive a toujours empêché l’État d’opérer une mutation de l’économie pour limiter sa dépendance aux matières premières. La diminution des stocks de pétrole gabonais et la chute du prix du baril à partir de 2014 ont approfondi les effets de la crise économique mondiale, obligeant État et entreprises à limiter leurs investissements. La population, vivant dans des conditions déjà difficiles, a subi de plein fouet l’explosion

2) Les innombrables maîtresses de l’élite étatique constituent un réseau à la fois significatif de la dépravation de la classe dirigeante et central dans le dispositif politique. À titre d’exemple, Marie-Madeleine Mborantsuo, ancienne maîtresse d’Omar Bongo, occupe le poste stratégique de présidente de la Cour constitutionnelle gabonaise, notamment chargée d’assurer la validité des élections...

du chômage, notamment à Port-Gentil, capitale économique du pays, où la colère contre la clique de Bongo est immense. Depuis le début de l’année, les manifestations s’y sont multipliées. À la violence sociale s’est ainsi ajoutée celle d’une police particulièrement brutale et expéditive.

Ce contexte explique l’ampleur de la mobilisation des partisans de Jean Ping. Toute cette exaspération accumulée, Jean Ping a su la canaliser à son seul profit vers l’impasse démocratique. En réalité, l’opposition à Ali Bongo n’est rien d’autre qu’une clique issue du régime Bongo lui-même et ses largesses ; elle n’a pas d’autre objectif que renverser le pouvoir en place et s’approprier les opaques rentes pétrolières ! Le parcours de Jean Ping est à ce titre très significatif. Le prétendu pourfendeur de la corruption d’État est un pur produit de la dynastie Bongo ; il fut ministre pendant 20 ans (!), profitant de son mariage avec la sœur aînée de l’actuel président (elle-même ancien membre du gouvernement). De sa toute aussi longue carrière de diplomate, Jean Ping a d’ailleurs tiré une importante leçon : l’élection se joue pour l’essentiel... à Paris. Il a ainsi multiplié les démarches auprès du gouvernement français avant l’élection, espérant son soutien par la promesse de chasser la “légion étrangère de nouveaux collaborateurs entourant le chef de l’État” (3), c’est-à-dire les entrepreneurs américains, chinois ou africains dont s’entoure Ali Bongo pour tenter de s’affranchir de la tutelle française. Comme partout ailleurs, la classe ouvrière habitant le Gabon n’a

3) “Gabon : les électeurs votent pour une présidentielle sous haute tension”, *Le Figaro*, 26 août 2016.



Jean Ping et Ali Bongo, les beaux-frères ennemis qui ensanglantent le Gabon

donc strictement rien à attendre de ce pathétique cirque électoral. Bien au contraire ! Les hommes tombés sous les balles des forces de répression, emportés par une indignation légitime et des espoirs parfaitement illusoire dans l’alternance politique, sont morts au seul bénéfice d’une bande tout aussi corrompue que celle au pouvoir, une clique prête à instrumentaliser une foule en colère et à lui faire verser son sang pour goûter elle aussi à l’ivresse du pouvoir, aux voitures de luxe et aux hôtels particuliers parisiens (4) !

Une “Françafrique” moribonde et incapable d’enrayer le développement du chaos en Afrique

Alors que l’influence française sur ses anciennes colonies se réduit depuis plusieurs décennies à peau de chagrin, le Gabon a fait figure d’élève exemplaire de la “Françafrique” jusqu’aux années 2010. Dès les années 1960, Jacques Foccart, le “Monsieur Afrique” du gaullisme, avait fait de l’ancienne province d’Afrique-Équatoriale française la pierre angulaire de la politique française sur le continent, en s’appuyant sur des barbouzes telles que le sulfureux Bob Denard qui fut “instructeur” de la garde présidentielle d’Omar Bongo. Si l’implantation d’entreprises hexagonales au cœur de l’appareil productif gabonais est aujourd’hui encore une réalité confirmée par la présence de 14000 ressortissants français, les liens qui unissent les deux pays dépassaient largement la seule sphère économique. Les affaires louches (scandales autour d’Elf-Aquitaine ou dans l’immobilier, etc.) sont de notoriété publique mais le principal intérêt du Gabon pour l’État français résidait dans la place qu’il occupe encore aujourd’hui au cœur de son dispositif impérialiste. En plus de la base militaire stratégique que la France occupe à Libreville, le Gabon est lui-même un facteur de relative stabilité dans la région. Il est intervenu, par exemple, lors de la crise ivoirienne de 2010 ou, plus récemment, en Centrafrique.

La montée en puissance du “chacun pour soi” dans le monde, suite à la disparition des blocs issus de la guerre froide, a rapidement entamé le crédit de la France en tant que “gendarme de l’Afrique”, comme en témoigne un mémo diplomatique révélé par Wikileaks : “Les Français accueillent favorablement l’extension de la présence américaine en Afrique comme moyen de contrebalancer l’expansion régionale de la Chine” (5).

Dans ce véritable panier de crabes impérialistes, où petites et grandes puissances s’enfoncent dans une spirale meurtrière sans fin, la situation

est devenue hors de tout contrôle : des régions entières sont soumises à la loi des seigneurs de guerre et de bandes mafieuses, de nombreux États sont très affaiblis au point que certains ont carrément perdu le contrôle d’une partie de leur pays, les conflits s’enlisent sous l’œil avide des grands charognards impérialistes... Bien que le Gabon soit encore loin de connaître le niveau d’instabilité du Centrafrique ou du nord du Mali, le pays n’échappe pas aux forces centrifuges du capitalisme et à la logique du tous contre tous.

C’est dans ce contexte qu’Ali Bongo cherche aujourd’hui à jouer plus ouvertement sa propre carte, au détriment de l’ex-puissance coloniale. Il a ainsi facilité l’implantation d’entreprises étrangères, notamment issues des pays asiatiques comme la Chine et la Corée, afin de limiter l’influence française sur le pays. Il s’est même payé le luxe d’une vaine tentative de redressement fiscal contre Total, le géant français du pétrole dans le pays depuis 1956.

Cette crispation dans les relations franco-gabonaises s’est encore accentuée avec l’arrivée au pouvoir du parti socialiste en 2012. Omar Bongo était un fidèle produit du gaullisme. Il a financièrement soutenu de Gaulle et ses héritiers, notamment par l’entremise de réseaux mafieux et l’envoi de “mallettes” au profit du parti gaulliste. D’après plusieurs sources, de l’argent aurait même continué à circuler au profit de Nicolas Sarkozy (6).

En dépit des fortes tensions entre le Parti socialiste et Ali Bongo (7), le gouvernement français s’est montré hésitant, voire impuissant face à la situation politique au Gabon. La France y possède encore d’importants intérêts économiques et militaires qu’il ne s’agirait pas de menacer. Prise dans ses propres contradictions, la bourgeoisie française s’est montrée incapable de défendre une orientation cohérente, encore moins de s’imposer en garant de la stabilité de la région.

Toutes les conditions sont donc réunies pour que le tourbillon du chaos mondial et africain ébranle la stabilité d’un des pays les plus puissants du continent, et de l’ensemble de la région. Le récent appel à la “résistance active” de Jean Ping ne va certainement pas enrayer l’impasse dans laquelle s’enfonce le Gabon, pas plus que le prétendu “dialogue” prôné par la bande de requins impérialistes nommée “communauté internationale”.

L’Afrique nous montre une nouvelle fois le chemin dans lequel nous conduit le capitalisme décadent, celui de la barbarie !

E.-G., 16 octobre 2016

6) Voir par exemple l’ouvrage de Xavier Harel : *Le scandale des biens mal acquis*.

7) Plusieurs propriétés ont été récemment saisies à Paris dans le cadre de l’affaire des “biens mal acquis”. Par ailleurs, d’après l’ouvrage de Frédéric Ploquin, *Les gangsters et la République*, Manuel Valls, l’actuel Premier ministre français, aurait tenté de faire tomber Bernard Squarcini, ancien directeur du renseignement de Nicolas Sarkozy et le mafieux Michel Tomi, tous deux soupçonnés de servir d’intermédiaires entre Libreville et l’UMP.

MÉLENCHON

du modèle stalinien

hydrocarbures et doit importer tout le reste. Chavez a su sans aucun doute profiter de cette manne à l’heure où les cours du pétrole se sont littéralement envolés tout au long de ses trois mandats. Quand il arrive au pouvoir en 1999, le baril de Brent est à \$12,76. A sa mort en 2013, il est à \$108,56. Près de neuf fois plus. En bon père du peuple, il n’oublie pas d’en faire profiter une partie de sa clientèle, acquise à sa cause depuis qu’il a exalté dans ses discours enflammés la ferveur nationaliste à travers l’érection de Simon Bolivar en héros national (c’est lui, la huitième étoile rajoutée en 2006 au drapeau national) et résumé son programme et ses actions par deux mots lourds de signification : “révolution socialiste”.

Mais la France, c’est bien connu, n’a pas de pétrole. Et quant aux idées, ce ne sont pas celles que Mélenchon emprunterait à Chavez qui vont “révolutionner” quoi que ce soit. Il suffit de voir ce qui se passe au Venezuela quand le cours du pétrole repasse sous la barre des 50 dollars et qu’il ne reste donc que les idées pour continuer le projet “socialiste” du défunt Chavez. Faute de devises suffisantes, le pays ne peut en effet plus importer d’aliments et de médicaments. La pénurie est dramatique et permanente, près de 80 % des produits de base manquent. Les queues s’allongent devant les magasins vides et les moyens manquent pour soigner les malades. Les *barrios*



de Caracas, qui accueillent 60 % de la population de la ville, voient leurs conditions de vie s’aggraver chaque jour. La voilà donc, cette “révolution socialiste”, quand les caisses se vident de leurs pétrodollars.

Il ne reste même plus à Mélenchon le loisir de vanter la “vraie” démocratie du Venezuela en prenant pour exemple la possibilité de renverser un président par un référendum d’initiative populaire. Car c’est très exactement ce qui est en train de se passer. Le désespoir et la colère des affamés sont désormais récupérés par une opposition, majoritaire au parlement depuis 2015, qui souhaite en profiter pour destituer le successeur de Chavez, Maduro, qui poursuit le même programme sans avoir hérité du charisme de son maître... ni du cours du Brent à plus de 100 dollars.

Mais en bon président “socialiste” attaché à la démocratie, Maduro use

de tous les stratagèmes pour contrer son opposition : rejet des signatures par une commission toute acquise au pouvoir présidentiel, purge des fonctionnaires convaincus d’avoir apporté leur signature, menaces de sanctions contre les grévistes, etc.

Le modèle vénézuélien a décidément peu de choses à présenter pour soulever l’enthousiasme des prolétaires du monde entier. Tout au plus peut-il, à l’heure de la normalisation des relations entre Cuba et les États-Unis, servir de dernière illustration vivante (mais moribonde) de la variante stalinienne du capitalisme d’État qui a largement contribué depuis près d’un siècle à asservir la classe ouvrière et à enfoncer la planète dans le chaos de la misère et de la guerre. Ce grand mensonge du XX^e siècle doit toujours être dénoncé.

Jules, 26 octobre 2016

Une fronde réactionnaire liée à la décomposition de la société

Il fut un temps où le Front national en France, avec à sa tête Jean-Marie Le Pen, agglomérât un public hétéroclite, quelque peu marginal, souvent nostalgique d'une époque révolue, comme d'anciens combattants de l'Algérie française, et une frange de jeunes et moins jeunes, anti-staliniens primaires, prêts à en découdre avec le moindre gauchiste ou démocrate patenté. Les meetings du FN étaient l'occasion pour Le Pen de haranguer quelques centaines de commerçants ou artisans radicaux, des petits bourgeois étudiants encadrés par quelques jeunes nazillons au crâne rasé et rangers de circonstance qui n'hésitaient pas à tendre le bras à la mode hitlérienne pour saluer les discours du "borgne".

La petite foule de paumés des meetings frontistes a aujourd'hui laissé place à des milliers de personnes, toutes plus convenables et honnêtes les unes que les autres, venant en partie du milieu ouvrier, en famille parfois. Plus grand-chose à voir avec le public outrancier d'hier. Entre-temps, le FN est devenu le premier parti de France sur le plan électoral. Arrivé en tête de plusieurs élections intermédiaires, le parti de Marine Le Pen préoccupe aujourd'hui grandement la bourgeoisie française, cette dernière tenant pour acquis que l'extrême-droite accèdera très probablement au second tour de la prochaine élection présidentielle avec un score historique.

Le FN propage une idéologie irrationnelle et immorale

La montée en puissance du populisme, loin d'être une exception française, se nourrit des tendances les plus décomposées d'une société capitaliste empêtrée dans une crise généralisée et face laquelle le prolétariat est pour le moment incapable de défendre une perspective révolutionnaire. De cette situation de blocage historique de la société, les tréfonds de la morale bourgeoise s'épanouissent à la lumière crue des idéologies les plus réactionnaires, haineuses et revanchardes. Marine Le Pen s'est certes affranchie des excès du père (quoique!), a lissé son discours en faisant un plaidoyer pour les laissés-pour-compte de la crise et du chômage. Elle s'est fait une image plus vertueuse et plus intègre et n'a pas de mots assez durs contre les politiciens de droite et de gauche qui se sont succédés au pouvoir pour faire payer la crise aux plus faibles. Mais la marque de fabrique de ce Parti reste pourtant la même : la xénophobie à tous crins, le racisme maintenant presque ordinaire, les réponses simplistes et démagogiques. "On est chez nous!", entend-on désormais sans complexe dans certaines manifestations ouvertement xénophobes, amplifiées par les récents actes terroristes islamistes ou la délinquance ordinaire dans les cités gangrenées par la drogue et le désespoir.

Si le FN a subjugué ces "citoyens intègres", tous écœurés de l'incapacité de l'État depuis des années à résoudre les problèmes de leur quotidien, exaspérés de voir les promesses de droite ou de gauche "trahies" par une classe politique de plus en plus corrompue, il l'a fait sur la base d'un discours ignoble selon lequel la survie de certains doit se faire aux dépens des autres : l'intérêt national avant tout, les étrangers peuvent bien crever chez eux! Cette conception du monde "naturellement" divisé en nations concurrentes est profondément ancrée dans l'idéologie bourgeoise, mais le fait de revendiquer cela en se débarrassant sans aucun complexe de toute l'hypocrisie humaniste qui a longtemps édulcoré le

nationalisme et le militarisme représente un pas significatif dans le processus de dissolution de la société : la barbarie en bandoulière, l'immoralité en étendard !

Le FN inquiète le reste de la bourgeoisie française

Cette possibilité de voir arriver le FN au pouvoir inquiète beaucoup l'ensemble de la bourgeoisie, tant son programme économique, social et politique demeure inadapté et irresponsable du point de vue des intérêts du capital national. Mais la classe dominante est loin d'être homogène face au phénomène :

- une partie de la grande bourgeoisie tente de "surfer sur la vague" du populisme, d'abord parce qu'elle pense pouvoir juguler sa montée en puissance en

adoptant son discours. Nicolas Sarkozy a ainsi théorisé dès 2007 l'idée de "siphonner les voix du FN". Mais cette "droite décomplexée" est aussi prête à tout pour défendre ses intérêts de clique en se souciant de moins en moins des intérêts généraux de l'État. En adoptant l'argumentaire du FN, elle a néanmoins normalisé et rendu "acceptable" un discours xénophobe auprès d'électeurs qui, préférant l'original à la copie, ont fini par renforcer le FN.

- Une autre partie de la bourgeoisie plus lucide ou consciente du danger, comme Alain Juppé ou le Parti socialiste, a préféré garder ses distances et maintenir les principes de l'"idéal républicain" démocratique et européen, à leurs yeux seuls garants d'une politique économique et sociale cohérente face à la crise et aux risques sociaux.

Mais cette défense de l'État les désigne aussi comme ceux par qui le mal arrive, "l'establishment" qui désire poursuivre comme avant et qui méprise "le peuple". En effet, si le soutien d'une partie de la classe ouvrière au FN est si fort, c'est qu'à ses yeux la classe politique, de gauche et de droite, ayant tenu les rênes du pouvoir depuis tant et tant d'années, s'est décrédibilisée profondément. Ces partis ont assumé la désindustrialisation, le chômage, les attaques depuis près de 40 ans. C'est donc cet "establishment" qu'il faut en priorité rejeter par les urnes et mener au pouvoir les grandes gueules qui disent vouloir "donner un grand coup de balai".

Pour la bourgeoisie et l'État, quelles que soient les orientations adoptées, la réponse au populisme n'aura pas l'ef-

fet escompté. C'est une dynamique de fond qui ne peut que se poursuivre sur le terrain de la décomposition sociale. Surtout, le populisme est un poison qui aggrave les difficultés politiques de la classe ouvrière, en pourrissant la conscience des plus fragilisés sur le terrain de la xénophobie, mais aussi en renforçant le piège démocrate au nom de la défense des "valeurs républicaines" contre le "fascisme".

Quelles sont les causes profondes du développement du populisme dans le monde ? Vers quoi mène-t-il ? Quelle différence et ressemblance avec le fascisme des années 1930 ? Quelle force dans la société peut endiguer ce phénomène ? C'est à toutes ces questions légitimes que plusieurs articles de ce numéro de *RI* tentent de répondre.

Stipio, 28 octobre, 2015

EXTRAITS DES THÈSES SUR LA DÉCOMPOSITION

Des difficultés politiques accrues pour la bourgeoisie

Nous publions ci-dessous de courts extraits de nos "Thèses sur la décomposition". Ces extraits, bien que très brefs, contiennent des éléments théoriques qui permettent d'appréhender les difficultés croissantes que rencontre la bourgeoisie pour maîtriser son jeu politique. C'est dans le prolongement de ces travaux, réalisés au début des années 1990, que nous tentons d'analyser le phénomène international du populisme tel qu'il se développe aujourd'hui.

TOUTES ces manifestations de la putréfaction sociale qui aujourd'hui, à une échelle inconnue dans l'histoire, envahissent tous les pores de la société humaine, ne savent exprimer qu'une chose : non seulement la dislocation de la société bourgeoise, mais encore l'anéantissement de tout principe de vie collective au sein d'une société qui se trouve privée du moindre projet, de la moindre perspective, même à court terme, même la plus illusoire.

Parmi les caractéristiques majeures de la décomposition de la société capitaliste, il faut souligner la difficulté croissante de la bourgeoisie à contrôler l'évolution de la situation sur le plan politique. A la base de ce phénomène, on trouve évidemment la perte de contrôle toujours plus grande de la classe dominante sur son appareil économique, lequel constitue l'infrastructure de la société. L'impasse historique dans laquelle se trouve enfoncé le mode de production capitaliste, les échecs successifs des différentes politiques menées par la bourgeoisie, la fuite en avant permanente dans l'endettement généralisé au moyen de laquelle se survit l'économie mondiale, tous ces éléments ne peuvent que se répercuter sur un appareil politique incapable, pour sa part, d'imposer à la société, et particulièrement à la classe ouvrière, la "discipline" et l'adhésion requises pour mobiliser toutes les forces et les énergies vers la guerre mondiale, seule "réponse" historique que la bourgeoisie puisse offrir. L'absence d'une perspective (exceptée celle de "sauver les meubles" de son économie au jour le jour) vers laquelle elle puisse se mobiliser comme classe, et alors que le prolétariat ne constitue pas encore une menace pour sa survie, détermine au sein de la classe dominante, et particulièrement de son appareil politique, une tendance croissante à l'indiscipline et au sauve-qui-peut. C'est ce phénomène qui permet en particu-

lier d'expliquer l'effondrement du stalinisme et de l'ensemble du bloc impérialiste de l'Est. Cet effondrement, en effet, est globalement une des conséquences de la crise mondiale du capitalisme; il ne peut non plus s'analyser sans prendre en compte les spécificités que les circonstances historiques de leur apparition ont conférées aux régimes staliniens (voir les "Thèses sur la crise économique et politique en URSS et dans les pays de l'Est", *Revue internationale*, n° 60). Cependant, on ne peut pleinement comprendre ce fait historique considérable et inédit, l'effondrement de l'intérieur de tout un bloc impérialiste en l'absence d'une révolution ou d'une guerre mondiale, qu'en faisant intervenir dans le cadre d'analyse cet autre élément inédit que constitue l'entrée de la société dans une phase de décomposition telle qu'on la constate aujourd'hui. L'extrême centralisation et l'étatisation complète de l'économie, la confusion entre l'appareil économique et l'appareil politique, la tricherie permanente et à grande échelle avec la loi de la valeur, la mobilisation de toutes les ressources économiques vers la sphère militaire, toutes ces caractéristiques propres aux régimes staliniens, si elles étaient adaptées à un contexte de guerre impérialiste (ce type de régime a traversé victorieusement la Seconde Guerre mondiale, et s'y est même renforcé), ont rencontré de façon brutale et radicale leurs limites dès lors que la bourgeoisie a dû pendant des années affronter l'aggravation de la crise économique sans pouvoir déboucher sur cette même guerre impérialiste. En particulier, le je-m'en-foutisme généralisé qui s'est développé en l'absence d'une sanction du marché (et que, justement, le rétablissement du marché se propose d'éliminer) ne pouvait pas se concevoir dans les circonstances lorsque la "motivation" première des ouvriers, comme des responsables éco-

nomiques, était le fusil qu'ils avaient dans le dos. La débandade générale au sein même de l'appareil étatique, la perte du contrôle sur sa propre stratégie politique, telles que l'URSS et ses satellites nous en donnent aujourd'hui le spectacle, ne sont que la caricature (du fait des spécificités des régimes staliniens) d'un phénomène beaucoup plus général affectant l'ensemble de la bourgeoisie mondiale, un phénomène propre à la phase de décomposition.

Cette tendance générale à la perte de contrôle par la bourgeoisie de la conduite de sa politique, si elle constitue un des facteurs de premier plan de l'effondrement du bloc de l'Est, ne

pourra que se trouver encore accentuée avec cet effondrement, du fait :
 – de l'aggravation de la crise économique qui résulte de ce dernier ;
 – de la dislocation du bloc occidental que suppose la disparition de son rival ;
 – de l'exacerbation des rivalités particulières qu'entraînera entre différents secteurs de la bourgeoisie (notamment entre fractions nationales, mais aussi entre cliques au sein d'un même État national) l'éloignement momentané de la perspective de la guerre mondiale.

Extraits de
la Revue Internationale n° 62

suite de la page 1

Candidature de Trump

été parmi les plus massivement engagés dans les luttes des années 1970.

Un thème commun aux campagnes du Brexit et de Trump est que "nous" pouvons "reprenre le contrôle". Peu importe que ce "nous" n'ait jamais eu de contrôle réel sur sa vie ; comme un habitant de Boston en Grande-Bretagne le disait : "nous voulons simplement que les choses redeviennent ce qu'elles étaient". Quand il y avait des emplois, et des emplois avec des salaires décents, quand la solidarité sociale dans les quartiers ouvriers n'avait pas été brisée par le chômage et l'abandon, quand le changement apparaissait comme quelque chose de positif et avait lieu à une vitesse raisonnable.

Beaucoup – probablement la grande majorité – de ceux qui ont voté Trump pour arrêter l'immigration ne sont pas franchement racistes, ils souffrent plutôt de xénophobie : peur de l'étranger, peur de l'inconnu. Et cet inconnu, c'est fondamentalement l'économie capitaliste elle-même, qui est mystérieuse et incompréhensible parce qu'elle présente les rapports sociaux dans le processus de production comme s'ils étaient des forces naturelles, aussi élémentaires et incontrôlables que le temps qu'il fait mais dont les effets sur la vie des ouvriers sont encore plus dévastateurs.

C'est une ironie terrible, dans cette époque de découvertes scientifiques où plus personne ne pense que les mauvais temps est causé par des sorcières, que des gens soient prêts à croire que leurs malheurs économiques proviennent de leurs compagnons d'infortune que sont les immigrants.

Le danger qui est devant nous

(...) La montée du populisme est dangereuse pour la classe dominante parce qu'elle menace sa capacité à contrôler son appareil politique et à maintenir la mystification démocratique, qui est l'un des piliers de sa domination sociale. Mais elle n'offre rien au prolétariat. Au contraire, c'est précisément la faiblesse du prolétariat, son incapacité à offrir une autre perspective au chaos menaçant le capitalisme, qui a rendu possible la montée du populisme. Seul le prolétariat peut offrir une voie de sortie à l'impasse dans laquelle la société se trouve aujourd'hui et il ne sera pas capable de le faire si les ouvriers se laissent prendre par les chants de sirènes de démagogues populistes qui promettent un impossible retour à un passé qui, de toutes façons, n'a jamais existé.

Jens, août 2016

Contribution sur le problème du populisme

Nous publions ci-dessous de larges extraits d'un article publié dans la *Revue internationale* n° 157 (été 2016).

NOUS SOMMES actuellement les témoins d'une vague de populisme politique dans les vieux pays centraux du capitalisme. (...) Les partis populistes sont des fractions bourgeoises, des parties de l'appareil capitaliste d'État totalitaire. Ce qu'ils répandent, c'est l'idéologie et le comportement bourgeois et petit-bourgeois, le nationalisme, le racisme, la xénophobie, l'autoritarisme, le conservatisme culturel. Comme tels, ils représentent un renforcement de la domination de la classe dominante et de son État sur la société. Ils élargissent le champ du système des partis de la démocratie et augmentent sa puissance de feu idéologique. Ils revitalisent les mystifications électorales et l'attrait pour le vote, à la fois à travers les électeurs qu'ils mobilisent et ceux qui se mobilisent pour voter contre eux. Bien qu'ils soient en partie le produit de la désillusion croissante envers les partis traditionnels, ils peuvent aussi contribuer à renforcer l'image de ces derniers qui, à la différence des populistes, peuvent se présenter comme étant plus humanitaires et plus démocratiques. Dans la mesure où leur discours ressemble à celui des fascistes des années 1930, leur surgissement tend à donner une nouvelle vie à l'antifascisme. (...)

Populisme et décomposition

(...) Il y a eu et il subsiste une très grande réticence vis-à-vis du populisme de la part des principales fractions de la bourgeoisie en Europe occidentale et en Amérique du Nord. Quelles en sont les causes ? Après tout, ces mouvements ne remettent en question, en aucune manière, le capitalisme. Rien de ce dont ils font la propagande n'est étranger au monde bourgeois. À la différence du stalinisme, le populisme ne remet même pas en question les formes actuelles de propriété capitaliste. C'est un mouvement "oppositionnel" bien sûr. Mais dans un certain sens, le stalinisme et la social-démocratie l'ont aussi été, sans que cela ne les empêche pour autant d'être des membres responsables de gouvernements des États capitalistes dirigeants.

Pour comprendre cette réticence, il est nécessaire de reconnaître la différence fondamentale entre le populisme actuel et la gauche du capital. La gauche, même quand elle ne vient pas d'anciennes organisations du mouvement ouvrier (les Verts, par exemple), bien qu'elle puisse être le meilleur représentant du nationalisme et celle qui peut le mieux mobiliser le prolétariat pour la guerre, fonde son pouvoir d'attraction sur la propagande des anciens idéaux du mouvement ouvrier ou sur leur contrefaçon ou, au moins, sur ceux de la révolution bourgeoise. En d'autres termes, aussi chauvine et même antisémite qu'elle puisse être, elle ne renie pas en principe la "fraternité de l'humanité" ni la possibilité d'améliorer l'état du monde dans son ensemble. En fait, même les radicaux néo-libéraux les plus ouvertement réactionnaires affirment poursuivre ce but. C'est nécessairement le cas. Dès l'origine, la prétention de la bourgeoisie à être la digne représentante de la société dans son ensemble a toujours été fondée sur cette perspective. Cela ne signifie en rien que la gauche du capital, en tant que partie de cette société pourrissante, ne diffuse pas également un poison raciste, antisémite tout à fait analogue à celui des populistes de droite !

En revanche, le populisme personnifie la renonciation à un tel "idéal". Ce qu'il propage, c'est la survie de certains aux dépens des autres. Toute

son arrogance tourne autour de ce "réalisme" dont il est si fier. En tant que tel, c'est le produit du monde bourgeois et de sa vision du monde – mais avant tout de sa décomposition.

En second lieu, la gauche du capital propose un programme économique, politique et social plus ou moins cohérent et réaliste pour le capital national. En revanche, le problème avec le populisme politique n'est pas qu'il ne fasse pas de propositions concrètes, mais qu'il propose une chose et son contraire, une politique aujourd'hui, une autre demain. Au lieu d'être une alternative politique, il représente la décomposition de la politique bourgeoise.

C'est pourquoi, au moins au sens où le terme est utilisé ici, cela a peu de sens de parler de l'existence d'un populisme de gauche, comme une sorte de pendant au populisme de droite.

Malgré des similitudes et des parallèles, l'histoire ne se répète jamais. Le populisme d'aujourd'hui n'est pas la même chose que le fascisme des années 1920 et 1930. Cependant, le fascisme d'alors et le populisme d'aujourd'hui ont, d'une certaine manière, des causes similaires. En particulier, ils sont tous les deux l'expression de la décomposition du monde bourgeois. Avec l'expérience historique du fascisme et, surtout, du national-socialisme derrière lui, la bourgeoisie des vieux pays capitalistes centraux a une conscience aiguë de ces similitudes et du danger potentiel qu'elles représentent pour la stabilité de l'ordre capitaliste.

Parallèles avec la montée du national-socialisme en Allemagne

Le fascisme en Italie et en Allemagne avait en commun le triomphe de la contre-révolution et le délire de la dissolution des classes dans une communauté mystique après la défaite préalable (surtout grâce aux armes de la démocratie et de la gauche du capital) de la vague révolutionnaire. En commun aussi, leur contestation ouverte du découpage impérialiste et l'irrationalité de beaucoup de leurs buts de guerre. Mais malgré ces similitudes (...), il est utile – de façon à mieux comprendre le populisme contemporain – d'étudier de plus près certaines des spécificités des développements historiques en Allemagne à l'époque, y compris là où elles différaient du fascisme italien beaucoup moins irrationnel.

Premièrement, l'ébranlement de l'autorité établie des classes dominantes, et la perte de confiance de la population dans sa direction politique, économique, militaire, idéologique et morale traditionnelle, étaient beaucoup plus profonds que partout ailleurs (excepté en Russie), puisque l'Allemagne était la grande perdante de la Première Guerre mondiale et en est sortie dans un état d'épuisement économique, financier et même physique.

Deuxièmement, en Allemagne, beaucoup plus qu'en Italie, une réelle situation révolutionnaire avait eu lieu. La façon dont la bourgeoisie a été capable d'étouffer dans l'œuf, à un stade précoce, ce potentiel, ne doit pas nous faire sous-estimer la profondeur de ce processus révolutionnaire, ni l'intensité des espérances et des attentes qu'il avait éveillées et qui l'avaient accompagné. Il a fallu presque six ans, jusqu'en 1923, à la bourgeoisie allemande et mondiale pour liquider toutes les traces de cette effervescence. Aujourd'hui, il nous est difficile d'imaginer le degré de déception

causé par cette défaite et l'amertume qu'elle a laissée dans son sillage. La perte de confiance de la population dans sa propre classe dominante fut ainsi rapidement suivie par la désillusion encore plus cruelle de la classe ouvrière à l'égard de ses (anciennes) organisations (social-démocratie et syndicats), et par la déception vis-à-vis du jeune KPD et de l'Internationale communiste.

Troisièmement, les calamités économiques ont joué un rôle beaucoup plus central dans la montée du national-socialisme que ça n'a été le cas pour le fascisme en Italie. L'hyperinflation de 1923 en Allemagne (et ailleurs en Europe centrale) a sapé la confiance dans la monnaie en tant qu'équivalent universel. La Grande Dépression qui a commencé en 1929 n'a donc eu lieu que six ans après le traumatisme de l'hyperinflation. Non seulement la Grande Dépression a frappé en Allemagne une classe ouvrière dont la conscience de classe et la combativité avaient déjà été écrasées, mais la façon dont les masses, intellectuellement et émotionnellement, ont fait l'expérience de ce nouvel épisode de crise économique, était dans une certaine mesure modifiée, pré-formatée pourrait-on dire, par les événements de 1923.

Les crises, celles du capitalisme décadent en particulier, affectent tous les aspects de la vie économique (et sociale). (...) Mais, à la différence des manifestations de la crise plus centrées sur le lieu de la production, telles que les licenciements et les réductions de salaire, les effets négatifs sur la population au niveau financier et monétaire sont beaucoup plus abstraits et obscurs. Cependant, leurs effets peuvent être tout aussi dévastateurs pour des parties de la population, tout comme leurs répercussions peuvent même être plus mondiales et se répandre encore plus vite que celles qui ont lieu plus directement sur le lieu de production. En d'autres termes, alors que ces dernières manifestations de la crise tendent à favoriser le développement de la conscience de classe, celles qui proviennent plutôt des sphères financières et monétaires tendent à faire le contraire. Sans l'aide du marxisme, il n'est pas facile de saisir les liens réels entre, par exemple, un crash financier à Manhattan et le défaut de paiement d'une assurance ou même d'un État sur un autre continent. De tels systèmes d'interdépendance spectaculaires, créés aveuglément entre pays, populations, classes sociales, qui fonctionnent dans le dos des protagonistes, mènent facilement à la personnalisation et à la paranoïa sociale. Le fait que l'accentuation récente de la crise ait aussi été une crise financière et des banques, liée à des bulles spéculatives et à leur explosion, n'est pas que de la propagande bourgeoise. Le fait qu'une fausse manœuvre spéculative à Tokyo ou à New York puisse déclencher la faillite d'une banque en Islande, ou ébranler le marché de l'immobilier en Irlande, n'est pas de la fiction mais une réalité. Seul le capitalisme crée une telle interdépendance de vie et de mort entre des gens qui sont complètement étrangers les uns aux autres, entre des protagonistes qui ne sont même pas conscients de l'existence des uns ni des autres. Il est extrêmement difficile pour les êtres humains de supporter de tels niveaux d'abstraction, que ce soit intellectuellement ou émotionnellement. Une façon d'y faire face est la personnalisation, ignorant le mécanisme réel du capitalisme : ce sont les forces du mal qui planifient délibérément de nous nuire. Il est d'autant plus important de comprendre aujourd'hui cette distinction entre les différentes sortes d'attaques,

que ce ne sont plus principalement la petite bourgeoisie ou ce qu'on appelle les classes moyennes qui perdent leurs économies comme en 1923, mais des millions de travailleurs qui possèdent ou essaient de posséder leur propre logement, d'avoir des économies, des assurances, etc.

En 1923, la bourgeoisie allemande, qui planifiait déjà de mener la guerre contre la Russie, s'est trouvée confrontée à un national-socialisme qui était devenu un véritable mouvement de masse. Dans une certaine mesure, la bourgeoisie était piégée, prisonnière d'une situation qu'elle avait grandement contribué à créer. Elle aurait pu opter pour s'engager dans la guerre sous un gouvernement social-démocrate, avec le soutien des syndicats, dans une coalition possible avec la France ou même la Grande-Bretagne, même en tant que partenaire secondaire au début. Mais cela aurait entraîné une confrontation ou, au moins, la neutralisation du mouvement national-socialiste, qui non seulement était devenu trop grand à manipuler mais regroupait aussi cette partie de la population qui voulait la guerre. Dans cette situation, la bourgeoisie allemande a commis l'erreur de croire qu'elle pouvait instrumentaliser le mouvement national-socialiste à son gré.

Le national-socialisme n'était pas simplement un régime de terreur de masse exercée par une petite minorité sur le reste de la population. Il avait sa propre base de masse. Ce n'était pas qu'un instrument du capital qui s'imposait sur la population. C'était aussi son contraire : un instrument aveugle des masses atomisées, écrasées et paranoïaques qui voulaient s'imposer au capital. Le national-socialisme fut donc préparé, dans une grande mesure, par la perte profonde de confiance de grandes parties de la population dans l'autorité de la classe dominante et dans sa capacité à faire fonctionner efficacement la société et à fournir un minimum de sécurité physique et économique à ses citoyens. Cet ébranlement de la société jusqu'à ses fondations avait été inauguré par la Première Guerre mondiale et avait été exacerbé par les catastrophes économiques qui suivirent : l'hyperinflation qui était le résultat de la guerre mondiale (du côté des perdants), et la Grande Dépression des années 1930. L'épicentre de cette crise était constitué par les trois empires – l'allemand, l'austro-hongrois, le russe –, les trois s'étant effondrés sous les coups de la

guerre (perdue) et de la vague révolutionnaire.

À la différence de la Russie où au début la révolution fut victorieuse, en Allemagne et dans l'ancien empire austro-hongrois, la révolution a échoué. En l'absence d'une alternative prolétarienne à la crise de la société bourgeoise, un grand vide s'ouvrit, dont le centre était l'Allemagne et, disons, l'Europe continentale au nord du bassin méditerranéen, mais avec des ramifications à l'échelle mondiale, engendrant un paroxysme de violence et de pogromisation, centré sur les thèmes de l'antisémitisme et de l'antibolchevisme, culminant dans "l'holocauste" et le début d'une liquidation massive de populations entières, en particulier dans les territoires de l'URSS occupés par les forces allemandes.

La forme prise par la contre-révolution en Union Soviétique a joué un rôle important dans le développement de cette situation. Bien qu'il n'y ait plus rien eu de prolétarien dans la Russie stalinienne, l'expropriation violente de la paysannerie en particulier (la "collectivisation de l'agriculture" et la "liquidation des koulaks") n'a pas seulement terrifié les petits propriétaires et les petits épargnants dans le reste du monde, mais aussi beaucoup de grands propriétaires. Cela a été le cas notamment en Europe continentale où ces propriétaires (qui pouvaient inclure les modestes propriétaires de leur propre logement), laissés sans protection contre le "bolchevisme" dont ils n'étaient pas séparés par la mer ou l'océan (à la différence de leur homologues anglais ou américains), avaient peu de confiance dans les régimes "démocratiques" ou "autoritaires" européens instables qui existaient au début des années 1930, pour les protéger contre l'expropriation par la crise ou par le "bolchevisme juif".

Nous pouvons conclure de cette expérience historique que, si le prolétariat est incapable de mettre en avant son alternative révolutionnaire au capitalisme, la perte de confiance dans la capacité de la classe dominante de "faire son boulot" conduit finalement à une révolte, une protestation, une explosion d'une toute autre sorte, une protestation qui n'est pas consciente mais aveugle, orientée non pas vers le futur mais vers le passé, qui n'est pas basée sur la confiance mais sur la peur, non sur la créativité mais sur la destruction et la haine. (...)

Steinklopper, 8 juin 2016

Vient de paraître



Courant Communiste International

Été 2016

Revue Internationale

157

3,00 euros - 8,95 € - 8 € Can
Prix hors des États-Unis

- Présentation de la Revue
- Brexit, Trump
Des revers pour la bourgeoisie qui ne présagent rien de bon pour le prolétariat
- Contribution sur le problème du populisme
- Conférence des sections du CCI en Allemagne, Suisse et Suède
La situation en Allemagne
- Il y a cent ans l'insurrection de Pâques à Dublin
L'insurrection de Dublin en 1916 et la question nationale.

fr.internationalism.org

Indignados – Espagne

des luttes : “L’humain devrait être au cœur des préoccupations de nos dirigeants...” Ce joli “vœux pieux” ne fait que transmettre l’utopie réactionnaire de gouvernants qui s’occuperaient des êtres humains, ce qui sert à occulter que la seule chose dont ils s’occupent, ce sont des nécessités et des problèmes du capital. Demander à l’État de défendre les intérêts des exploités c’est comme demander à un voleur de s’occuper de notre maison.

Les revendications mises en avant dans Nuit debout sont toutes allées dans le sens de semer l’illusion qu’un capitalisme qui nous dépouille de plus en plus de tout pourrait nous offrir encore quelque chose. On exige un “revenu de base universel”, une alimentation plus saine, un plus grand budget pour l’éducation et bien d’autres “réformes” qui se retrouvent systématiquement dans le catalogue des promesses électorales qui ne se réalisent jamais.

La revendication la plus “ambitieuse” que mettent en avant les promoteurs de Nuit debout est celle de la “république sociale” qui consisterait à “revenir aux idéaux révolutionnaires de 1789” lorsque la bourgeoisie a démolé le pouvoir féodal au cri de “Liberté, Égalité et Fraternité”. On essaye de nous vendre l’utopie réactionnaire de la réalisation “d’une ‘vraie démocratie’ telle que la Révolution française de 1789 l’avait promis; seulement ce qu’il y avait de révolutionnaire il y a deux siècles et demi, à savoir instaurer le pouvoir politique de la bourgeoisie en France, dépasser le féodalisme par le développement du capitalisme, bâtir une nation... tout cela est aujourd’hui devenu irrémédiablement réactionnaire. Ce système d’exploitation est décadent, il ne s’agit plus de l’améliorer; cela est devenu impossible, mais de le dépasser, de le mettre à bas par une révolution prolétarienne internationale. Ainsi, est semée l’illusion que l’État est un agent ‘neutre’ de la société sur lequel il faudrait ‘faire pression’ ou qu’il faudrait protéger des ‘actionnaires’, des ‘politiciens corrompus’, des ‘banquiers cupides’, de ‘l’oligarchie’”⁽¹⁴⁾.

Le vrai antagonisme, celui entre le capital et le prolétariat, est remplacé par un “antagonisme” imaginaire entre, d’un côté, une minorité supposée de corrompus, de financiers et de politiciens véreux et de l’autre côté de la barricade, une immense majorité où pourraient rentrer les bons politiciens, les capitalistes entrepreneurs, les militaires, le peuple et tous les citoyens... Le prolétariat est dévoyé de son terrain de la lutte de classe vers le scénario d’un affrontement de “tous les citoyens” contre la poignée fantomatique des méchants d’un film.

Plus encore, de la même façon que le populisme de Trump ou du FN met tous les maux sur le compte de personnes et non pas sur les rapports sociaux de production, les “radicaux” de Nuit debout mettent en avant un projet bien répugnant : la personnalisation. Ceux-là proposent comme bouc émissaire les migrants, ceux-ci proposent quelques banquiers ou quelques politicards. C’est la même logique réactionnaire : les problèmes du monde seraient réglés en éliminant quelques personnes désignées comme étant la cause de tous les maux.

Que reste-t-il du 15-M ?

Nous avons vu la réécriture, le formatage du disque dur proposé par les promoteurs dans l’ombre du mouvement Nuit debout. Mais, alors, que reste-t-il du mouvement 15 M ? Que peut-on retenir pour les luttes futures ?

14) *Idem.*

Les Assemblées

Nous reprenons ici ce que nous disions dans notre tract international de bilan du mouvement des Indignados, d’Occupy et d’autres :

“Les assemblées massives sont la concrétisation du slogan de la Première Internationale (1864) : ‘L’émancipation des travailleurs sera l’œuvre des travailleurs eux-mêmes ou elle ne sera pas’. Elles s’inscrivent dans la continuité de la tradition du mouvement ouvrier qui démarre avec la Commune de Paris et prend son expression la plus élevée en Russie en 1905 et en 1917, se poursuivant en 1918 en Allemagne, 1919 et 1956 en Hongrie, 1980 en Pologne.

“Les assemblées générales et les conseils ouvriers sont les formes distinctives de l’organisation de la lutte du prolétariat et le noyau d’une nouvelle organisation de la société.

“Des assemblées pour s’unir massivement et commencer à briser les chaînes qui nous accrochent à l’esclavage salarié : l’atomisation, le chacun pour soi, l’enfermement dans le ghetto du secteur ou de la catégorie sociale.

“Des assemblées pour réfléchir, discuter et décider, devenir collectivement responsables de ce qui est décidé, en participant tous, autant dans la décision que dans l’exécution de ce qui a été décidé.

“Des assemblées pour construire la confiance mutuelle, l’empathie, la solidarité, qui ne sont pas seulement indispensables pour mener en avant la lutte mais qui seront aussi les piliers d’une société future sans classes ni exploitation”⁽¹⁵⁾.

Les futures assemblées devront se renforcer avec un bilan critique des faiblesses apparues :

- elles ne se sont étendues que très minoritairement vers les lieux de travail, les quartiers, les chômeurs... Si le noyau central des assemblées doit être l’assemblée générale de ville, en prenant les places et les bâtiments, il doit se nourrir de l’activité d’un large réseau d’assemblées dans les usines et lieux de travail principalement.
- les commissions (de coordination, culture, activités etc.) doivent être sous le contrôle strict de l’assemblée générale devant laquelle elles doivent rendre des comptes scrupuleusement. Il faut éviter ce qui est arrivé lors du 15-M où les commissions sont devenues des instruments de contrôle et de sabotage des assemblées manipulées par des groupes en coulisse tel que DRY (Democracia Real Ya)⁽¹⁶⁾.

La solidarité

La société capitaliste dégouline par tous ses pores de “la marginalisation, l’atomisation des individus, la destruction des rapports familiaux, l’exclusion des personnes âgées, l’anéantissement de l’affectivité et son remplacement par la pornographie”, c’est-à-dire, “l’anéantissement de tout principe de vie collective au sein d’une société qui se trouve privée du moindre projet, de la moindre perspective”⁽¹⁷⁾. Un témoignage barbare de cette décomposition sociale est la haine envers les migrants encouragée par le populisme, qui a obtenu un triomphe spectaculaire avec le récent Brexit en Grande-Bretagne.

Face à tout cela, le mouvement 15 M (comme Occupy) a semé une première graine : “il y a eu des manifestations à Madrid pour exiger la libération des détenus ou empêcher

15) Tract international du CCI déjà cité.

16) Voir : “Le mouvement citoyen ‘Democracia Real Ya !’ : une dictature sur les assemblées massives”.

17) Voir : *La décomposition, phase ultime de la décadence capitaliste* (mai 1990). Ce texte expose notre analyse sur la période historique actuelle, une période qui se caractérise par la continuité d’un capitalisme caduc et décadent que le prolétariat n’a pas encore réussi à éradiquer de la planète.

que la police arrête des migrants ; des actions massives contre les expulsions de domicile en Espagne, en Grèce ou aux États-Unis ; à Oakland “l’assemblée des grévistes a décidé l’envoi de piquets de grève ou l’occupation de n’importe quelle entreprise ou école qui sanctionne des employés ou des élèves d’une quelconque manière parce qu’ils auraient participé à la grève générale du 2 novembre”. On a pu vivre des moments, certes encore très épisodiques, où n’importe qui pouvait se sentir protégé et défendu par ses semblables, ce qui est en fort contraste avec ce qui est jugé “normal” dans cette société, autrement dit le sentiment angoissant d’être sans défense et vulnérable.”

Cette forteresse pourrait être emportée par la puissance de la vague populiste actuelle (soutenue en fait par ses prétendus “antagonistes” de l’État démocratique). La solidarité prolétarienne doit encore acquérir des racines solides⁽¹⁸⁾.

La culture du débat

La société actuelle nous condamne à l’inertie du travail, à la consommation, à la reproduction des modèles à succès qui entraînent des milliers d’échecs, la répétition de stéréotypes aliénants qui ne font qu’amplifier, à l’idéologie dominante. Face à cela, autant de fausses réponses enfoncez encore plus dans la putréfaction sociale et morale, se font jour “la profusion des sectes, le regain de l’esprit religieux, y compris dans certains pays avancés, le rejet d’une pensée rationnelle, cohérente, construite, y inclus de la part de certains milieux ‘scientifiques’ et qui prennent dans les médias une place prépondérante notamment dans des publicités abrutissantes, des émissions décervelantes ; l’invasion de ces mêmes médias par le spectacle de la violence, de l’horreur, du sang, des massacres, y compris dans les émissions et magazines destinés aux enfants ; la nullité et la vénalité de toutes les productions ‘artistiques’, de la littérature, de la musique, de la peinture, de l’architecture qui ne savent exprimer que l’angoisse, le désespoir, l’éclatement de la pensée, le néant”⁽¹⁹⁾.

Contre ces deux pôles de l’aliénation capitaliste, dans les mouvements comme le 15-M ou Occupy “des milliers de personnes ont commencé à rechercher une culture populaire authentique, construite par elles-mêmes, en essayant de forger ses propres valeurs, de manière critique et indépendante. Dans ces rassemblements, on a parlé de la crise et de ses causes, du rôle des banques, etc. On y a parlé de révolution, même si dans cette marmite on a versé beaucoup de liquides différents, parfois disparates ; on y a parlé de démocratie et de dictature, le tout synthétisé dans le slogan de ce distique aux deux strophes complémentaires : “Ils l’appellent démocratie mais

18) Voir notre texte d’orientation : “Confiance et Solidarité”.

19) “La décomposition, phase ultime de la décadence capitaliste” (mai 1990).

ce n’est pas le cas !, ‘C’est une dictature mais ça ne se voit pas !’. On a fait les premiers pas pour que surgisse une véritable politique de la majorité, éloignée du monde des intrigues, des men songes et des manœuvres troubles qui est la caractéristique de la politique dominante. Une politique qui aborde tous les sujets qui nous touchent, pas seulement l’économie ou la politique, mais aussi l’environnement, l’éthique, la culture, l’éducation ou la santé.”²⁰

L’importance de cet effort, même timide et lesté par des faiblesses démocratistes et des approximations petites-bourgeoises, est évidente. Tout mouvement révolutionnaire du prolétariat ne peut que s’appuyer sur un débat de masse, sur un mouvement culturel basé sur la discussion libre et indépendante.

La Révolution russe de 1917 a eu comme colonne vertébrale le débat et la culture massive. John Reed rappelle que “la soif d’instruction, si longtemps réprimée, avec la révolution prit la forme d’un véritable délire. Du seul Institut Smolny, pendant les six premiers mois, sortaient chaque jour des trains et des voitures chargés de littérature pour saturer le pays. La Russie, insatiable, absorbait toute matière imprimée comme le sable chaud absorbe de l’eau. Et ce n’était point des fables, de l’histoire falsifiée, de la religion diluée et des romans corrompus à bon marché – mais les théories sociales et économiques, de la philosophie, les œuvres de Tolstoï, de Gogol et Gorki”⁽²¹⁾.

Préoccupation pour une lutte internationale

Le prolétariat est une classe internationale avec les mêmes intérêts dans tous les pays. Les ouvriers n’ont pas de patrie et le nationalisme (sous toutes ses variantes) est la tombe de toute perspective possible de libération de l’humanité.

Le capitalisme actuel est pris d’assaut par une contradiction : d’un côté, l’économie est de plus en plus mondiale, la production est de plus en plus entremêlée et interdépendante. Mais, d’un autre côté, tous les États sont impérialistes et les conflits guerriers deviennent de plus en plus destructeurs ; l’environnement se détériore à cause de la barrière infranchissable que tous les capitaux nationaux érigent, en commençant par les plus puissants, les États-Unis et la Chine. Face à l’internationalisation patente de la vie économique, sociale et culturelle, se dresse un repli aveugle et irrationnel de prétendues communautés nationales, raciales, religieuses...

Ces contradictions ne pourront être dépassées que par la lutte historique du prolétariat. Le prolétariat est la classe de l’association mondiale. Il produit par-delà les frontières, lui-même est une classe de migrants, un creuset de races, de religions, de cultures. Aucune production, depuis

20) Tract international.

21) John Reed, *Dix jours qui ébranlèrent le monde*.

un bâtiment jusqu’à une fraiseuse, ne peut être réalisée par une communauté isolée d’ouvriers enfermée dans un cadre national, encore moins local. La production a besoin de matières premières, de transports, de machines, qui circulent mondialement. Elle ne peut être réalisée que par des ouvriers instruits dans une culture universelle, dans les échanges incessants à une échelle internationale. Internet n’est pas seulement un instrument culturel, mais, surtout un moyen sans lequel la production capitaliste actuelle serait impossible.

En exprimant encore vaguement ces réalités et ce qu’elles peuvent signifier pour la lutte prolétarienne, en 2011, “le mouvement d’indignation s’est étendu internationalement. Il a surgi en Espagne où le gouvernement socialiste avait mis en place un des premiers plans d’austérité et un des plus durs ; en Grèce, devenue le symbole de la crise économique mondiale à travers l’endettement, aux États-Unis, temple du capitalisme mondial, en Égypte et en Israël pays pourtant situés de chaque côté du front du pire conflit impérialiste et le plus enkysté, celui du Moyen Orient.

“La conscience du fait qu’il s’agit d’un mouvement global commence à se développer, malgré le boulet destructeur du nationalisme (présence de drapeaux nationaux lors des manifestations en Grèce, en Égypte ou aux États-Unis). En Espagne, la solidarité avec les travailleurs de Grèce s’est exprimée aux cris de ‘Athènes tiens bon, Madrid se lève !’ Les grévistes d’Oakland (États-Unis, novembre 2011) proclamaient leur ‘solidarité avec les mouvements d’occupation au niveau mondial’. En Égypte a été approuvée une Déclaration du Caire en soutien au mouvement aux États-Unis. En Israël, les Indignés ont crié ‘Netanyahu, Moubarak, Assad, c’est la même chose’ et ont pris contact avec des travailleurs palestiniens”⁽²²⁾.

Aujourd’hui, cinq ans après, ces acquis semblent avoir disparu sous des tombereaux de terre. Ceci est l’expression d’un trait indissociable des luttes prolétariennes mis en relief dans la citation de Marx citée au début de cet article : elles “paraissent n’abattre leur adversaire que pour lui permettre de puiser de nouvelles forces de la terre et de se redresser à nouveau formidable en face d’elles”.

Il existe, cependant, une tâche vitale que doivent mener les minorités avancées du prolétariat : tirer les leçons, les inscrire dans un cadre théorique marxiste en développement. Voilà la tâche à laquelle nous appelons tous les camarades intéressés et engagés : “En menant un débat le plus large possible, sans restriction ni entrave aucune, pour préparer consciemment de nouveaux mouvements, nous pourrions faire devenir réalité une autre société, différente du capitalisme”.

Acción Proletaria,
section du CCI en Espagne,
6 juillet 2016

22) Tract international

À lire sur le site internet du CCI

Migrants et réfugiés : victimes du capitalisme

“Une chose est certaine, la guerre mondiale représente un tournant pour le monde (...) à la suite de l’éruption du volcan impérialiste, le rythme de l’évolution a reçu une impulsion si violente qu’à côté des conflits qui vont surgir au sein de la société et à côté des taches qui attendent le prolétariat socialiste dans l’immédiat, toute l’histoire du mouvement ouvrier

semble n’avoir été jusqu’ici qu’une époque paradisiaque” (Rosa Luxemburg, *Brochure de Junius*). L’impulsion brutale et violente du capitalisme décadent évoquée par Rosa Luxemburg se vérifie notamment par le sort tragique des populations civiles du XX^e siècle soumises à des faits d’une ampleur sans précédent : enfermement dans les camps, déplacements,

déportations et liquidations massives. L’effet combiné des guerres, de la crise économique et des conditions de l’oppression dans la décadence capitaliste ont libéré un engrenage irrationnel, une violence aveugle faite de pogromisme, de “nettoyages ethniques” et de militarisation à outrance. Le XX^e siècle est bien un des plus barbares de l’histoire !”

La partie IV de cette série paraîtra prochainement

LE CCI SUR INTERNET

internationalism.org

E-mail : france@internationalism.org

ABONNEMENTS

Abonnement découverte

Révolution internationale, 3 numéros : 5 €
pack Révolution internationale (3 numéros)
+ Revue internationale (1 numéro) : 8 €

Abonnement simple

Révolution internationale (11 numéros)

FRANCE	18,5 €
ETRANGER	20,5 €
PAR AVION DOM/TOM	21,5 €

Abonnement simple

Revue internationale (4 numéros)

FRANCE	18,5 €
ETRANGER	17 €
PAR AVION DOM/TOM	18,5 €

Abonnement couplé : journal + revue

11 n ^{os} + 4 n ^{os}	
FRANCE	35 €
ETRANGER	38 €
PAR AVION DOM/TOM	38 €

Versement par chèque bancaire ou postal
à l'ordre de RI – CCP 523544Y – Rouen, à adresser à la boîte postale de RI.

APPEL AUX LECTEURS

C'est encore avec de faibles forces que les révolutionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques. C'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs, tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la diffusion de nos publications, comme certains nous l'ont déjà proposé. Les informations dont ils peuvent disposer sur ce qui se passe autour d'eux, les comptes rendus des discussions qu'ils peuvent avoir dans les rangs ouvriers nous seraient également utiles, vu les difficultés auxquelles se heurte le prolétariat aujourd'hui. Enfin, nous avons besoin que notre presse

soit déposée dans les librairies ou dans les kiosques, et il est souhaitable que toutes les énergies se mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la diffusion. Au-delà des discussions que nous pouvons avoir lors de nos réunions publiques et permanences, nous appelons donc vivement nos lecteurs à nous écrire, soit par courrier classique, soit par e-mail ou encore, en utilisant la nouvelle fonctionnalité de notre site internet qui permet de placer vos commentaires à la suite des articles que nous y publions.

APPEL A SOUSCRIPTION

L'aide pour la défense de nos idées passe aussi par des souscriptions. Nous avons ouvert une souscription permanente pour le soutien de notre journal et de notre intervention.

Contrairement aux organisations bourgeoises qui bénéficient de subventions de la classe dominante et de son État pour assurer la défense des intérêts du capital, l'organisation révolutionnaire ne vit que grâce aux cotisations de ses militants. Lecteurs, votre souscription est un acte politique conscient de solidarité et de soutien à la défense des idées révolution-

naires. Elle participe pleinement de la défense des intérêts de la classe dont dépend l'avenir de l'humanité.

Souscrire à la presse du CCI, ce n'est pas lui faire l'aumône. C'est s'engager à ses côtés dans le combat contre les mensonges et mystifications de la bourgeoisie, contre ses moyens de propagande et d'intoxication idéologiques.

Vos contributions sont donc les bienvenues au compte de RI (C.C.P. 523544Y – Rouen) ou peuvent être versées lors de nos interventions.

RÉUNIONS PUBLIQUES

Pour connaître le thème,
rendez-vous sur notre site web
fr.internationalism.org

PUBLICATIONS DU CCI

Révolution internationale

Mail Boxes 153
108, rue Damremont
75018 Paris

Acción Proletaria

Ecrire à l'adresse postale
de Révolution internationale

Internationalisme

BP 94, 2600 Berchem
BELGIQUE

Internationalism

PO Box 90475
Brooklyn, NY 11209 – USA

Internacionalismo

Changement
d'adresse postale :
voir ci-dessous.

Internationell Revolution

Internationale Revue
Postfach 2124 – 8021 Zürich
SWITZERLAND

Rivoluzione internazionale

CP 469, 80100 Napoli
ITALIE

Wereld Revolutie

P.O. Box 339
2800 AH Gouda – PAYS BAS

World Revolution

BM Box 869,
London WCI N 3XX
GRANDE-BRETAGNE

World Revolution

AUSTRALIE
Ecrire à l'adresse postale
en Grande-Bretagne

Weltrevolution

Internationale Revue
Postfach 2124 – 8021 Zürich
SWITZERLAND

Weltrevolution

Internationale Revue
Postfach 2124 – 8021 Zürich
SWITZERLAND

Revolución Mundial

Apdo. Post. 15-024, C.P. 02600
Distrito Federal, Mexico
MEXIQUE

Communist Internationalist

(publication en langue hindi)
POB 25, NIT,
Faridabad 121 00
HARYANA INDIA

BROCHURES DU CCI (tous nos prix sont en euros)

Plate-forme et Manifeste du C.C.I.

(2,5 + frais d'envoi : France 2,11 / Etranger 4)

La décadence du capitalisme

(2,5 + 2,11 / 4)

Les syndicats contre la classe ouvrière

(2,5 + 2,11 / 4)

Nation ou classe

(3 + 2,11 / 4)

Le trotskisme contre la classe ouvrière

(4,5 + 2,11 / 4)

Organisation communiste
et conscience de classe

(4 + 2,11 / 4)

Guerre du Golfe

(2,5 + 2,11 / 4)

L'État dans la période de transition

(3 + 2,11 / 4)

La Gauche communiste d'Italie

(8 + 3,77 / 6)

La Gauche hollandaise

(12 + 3,77 / 6)

La Gauche communiste de France

(4 + 2,11 / 4)

L'effondrement du stalinisme

(3 + 2,11 / 4)

La Révolution russe

(2,5 + 2,11 / 4)

Bilan de la lutte des infirmières – Octobre 1988

(2 + 2,11 / 4)

Luttes dans la fonction publique
de décembre 95

Une victoire pour les syndicats,
une défaite pour la classe ouvrière
(2 + 2,11 / 4)

Fascisme et démocratie, deux expressions
de la dictature du capital

(4,5 + 2,11 / 4)

Comment le PCF est passé au service du capital

(3 + 2,11 / 4)

La terreur stalinienne :
un crime du capitalisme,
pas du communisme

(3 + 2,11 / 4)

Octobre 17

(3 + 2,11 / 4)

Le communisme n'est pas un bel idéal...

... mais une nécessité matérielle
... il en est à l'ordre du jour de l'histoire
(3 + 2,11 / 4)

Les élections : un piège pour la classe ouvrière

(2 + 2,11 / 4)

SOUSCRIPTIONS

Section Nord

mars-avril 2016 : Z, 40 €
mai-juin 2016 : Z, 15 €.

Section de Toulouse

octobre
Ra, 100 €

À lire en anglais et en espagnol sur le site du CCI

- **Trump vs. Clinton: Nothing but bad choices for the bourgeoisie and for the proletariat**
- **Reply to the Communist League of Tampa: Why communists oppose participation in bourgeois elections**
- **Corbyn mobilising discontent behind a capitalist programme**
- **Lecciones de la Comuna de París**

fr.internationalism.org

CHANGEMENTS D'ADRESSE POSTALE

Du fait des conditions politiques actuelles au Venezuela, la BP a été fermée.
Nous demandons aux lecteurs d'envoyer leur courrier à la BP du CCI
en France ou par e-mail à venezuela@internationalism.org.

Courant Communiste International

Été 2016

Revue Internationale

Présentation de la Revue
Brexit, Trump
Des revers pour la bourgeoisie
qui ne présagent rien de bon pour le prolétariat

Contribution sur le problème du populisme
Conférence des sections du CCI en Allemagne,
Suisse et Suède
La situation en Allemagne

Il y a cents ans l'insurrection de Pâques à Dublin
L'insurrection de Dublin en 1916
et la question nationale.

157

3,00 euros - 5 FS - 6 \$Can
Paraît tous les 6 mois

M 03486 - 63 - P : 3,00 €

RÉVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

INDIGNADOS - ESPAGNE

Le mouvement du 15 Mai cinq ans après

Lorsqu'on pose des questions à un lycéen sur la Révolution russe de 1917, il répondra sans doute qu'il s'agissait d'un coup d'État bolchevique, que l'expérience, malgré les bonnes intentions des protagonistes, a fini en cauchemar : la dictature soviétique, le goulag, etc.

Et si on lui demande ensuite ce qui est arrivé le 15 mai 2011, il est possible qu'il réponde qu'il s'agit-là d'un mouvement pour une "démocratie véritable" et qu'il est très lié au parti politique *Podemos*⁽¹⁾.

Quiconque recherche la vérité ne se contentera pas de ces réponses simplistes qui n'ont rien à voir avec ce qui s'est réellement passé, imprégnées du "bon sens commun", de l'enseignement déformé qu'on subit et du maquillage des "moyens de communications", bref, de l'idéologie dominante de cette société.

Il est vrai que le prolétariat se trouve actuellement dans une situation de profonde faiblesse. Mais l'histoire de la société est celle de la lutte des classes et l'État capitaliste sait parfaitement que le prolétariat pourrait reprendre sa lutte. C'est pour cela qu'il l'attaque sur ses flancs les plus sensibles : l'un de ceux-ci est sa mémoire historique. La bourgeoisie a un très grand intérêt à détruire cette mémoire en réécrivant les expériences passées de notre classe. C'est comme si elle formait un disque dur en y installant un système opérationnel radicalement opposé.

La réécriture la plus intelligente est celle qui se fait en tirant profit des faiblesses réelles et des erreurs des mouvements prolétariens. Ceux-ci entraînent toujours un important magma d'erreurs qui permettront *a posteriori* leur réécriture dans un sens diamétralement opposé à ce qu'ils recherchaient.

Marx, en commentant la différence entre la lutte de la bourgeoisie et celle

du prolétariat, met en avant le fait qu'alors que "les révolutions bourgeoises, comme celles du XVIII^e siècle, se précipitent rapidement de succès en succès, (...) les révolutions prolétariennes, par contre, comme celles du XIX^e siècle, se critiquent elles-mêmes constamment, interrompent à chaque instant leur propre cours, reviennent sur ce qui semble déjà être accompli pour le recommencer à nouveau, raillent impitoyablement les hésitations, les faiblesses et les misères de leurs premières tentatives, paraissent n'abattre leur adversaire que pour lui permettre de puiser de nouvelles forces de la terre et de se redresser à nouveau formidable en face d'elles, reculent constamment à nouveau devant l'immensité infinie de leurs propres buts"⁽²⁾.

C'est ainsi que, pour le prolétariat, "le chemin pénible de sa libération n'est pas pavé seulement de souffrances sans bornes, mais aussi d'erreurs innombrables. Son but, sa libération, il l'atteindra s'il sait s'instruire de ses propres erreurs. Pour le mouvement prolétarien, l'autocritique, une autocritique sans merci, cruelle, allant jusqu'au fond des choses, c'est l'air, la lumière sans lesquels il ne peut vivre"⁽³⁾. Il ne s'agit pas dans cet article de faire une analyse critique de la révolution de 1917⁽⁴⁾. Nous n'allons faire qu'un petit récapitulatif du mouvement des Indignés de 2011, le 15-M⁽⁵⁾. Cette réécriture, se basant surtout sur ses difficultés et ses aspects les plus faibles, nous allons commencer par ceux-ci.

2) Karl Marx, *Le 18 brumaire de L. Bonaparte*.
3) Rosa Luxemburg, *La crise de la social-démocratie*.
4) Voir notre brochure *Octobre 1917, début de la révolution mondiale*.
5) Nous avons beaucoup écrit sur cette expérience dans laquelle participèrent activement nos militants, non seulement de la section d'Espagne, mais aussi d'ailleurs. Les 3 documents, entre autres, qui résument notre position sont :
- "La mobilisation des indignés en Espagne et ses répercussions dans le monde : un mouvement porteur d'avenir";
- "Mouvement des indignés en Espagne, Grèce et Israël : de l'indignation à la préparation des combats de classe";
- "2011 : de l'indignation à l'espoir".
Voir aussi notre "dossier spécial".

2003-2011, les nouvelles générations prolétariennes entrent en lutte

Après la longue nuit de la contre-révolution qui écrasa la révolution de 1917, le prolétariat reprit sa lutte en 1968. Mais cette renaissance ne parvint pas à se politiser dans un sens révolutionnaire. En 1989, la chute des régimes prétendument "communistes" entraîna un recul important dans la conscience et la combativité dont les effets sont toujours présents aujourd'hui⁽⁶⁾.

A partir de 2003, les luttes reprirent de l'élan, mais elles concernaient surtout les nouvelles générations de la classe ouvrière (étudiants, chômeurs, précaires), alors que les travailleurs des grands centres industriels restaient passifs et que leurs luttes demeuraient sporadiques (la peur du chômage étant un élément central d'une telle inhibition). Il n'y eut pas de mobilisation unifiée et massive de la classe ouvrière, mais seulement d'une partie, la plus jeune. La révolte de la jeunesse en Grèce (2008), les mouvements en Tunisie et en Égypte (2011), ont à ce titre été les expressions d'une vague de fond dont les points culminants ont été la lutte contre CPE en France (2006) et le 15-M⁽⁷⁾.

Malgré les aspects positifs et prometteurs (nous en parlerons plus loin), ces mouvements eurent lieu dans un contexte de perte d'identité de la classe ouvrière et de manque de confiance en ses propres forces. La perte d'identité signifie que la grande majorité de ceux qui participent aux luttes ne se reconnaissent pas comme faisant partie de la classe ouvrière, ils se voient plutôt comme des citoyens. Même en se disant "ceux d'en bas", en affirmant être traités comme des "deuxième classe", ils ne brisent pas le cordon ombilical avec la dite "communauté nationale" car, "même si le slogan "Nous sommes 99% face à 1%", si populaire

6) Voir : "Effondrement du bloc de l'Est : des difficultés accrues pour le prolétariat" (1990).
7) Des échos plus faibles de ces mouvements ont eu lieu en 2012 au Canada, au Brésil et en Turquie, en 2014 à Burgos, en 2015 au Pérou.

dans les mouvements d'occupation aux États-Unis, révèle un début de compréhension du fait que la société est cruellement divisée en classes, la majorité des participants dans ces mouvements se voyaient eux-mêmes comme des "citoyens de base" qui veulent être reconnus dans une société de "citoyens libres et égaux"⁽⁸⁾. Cela empêche de voir le fait que "la société est divisée en classes, une classe capitaliste qui possède tout et ne produit rien et une classe exploitée, le prolétariat, qui produit tout et possède de moins en moins. Le moteur de l'évolution sociale n'est pas le jeu démocratique de "la décision d'une majorité de citoyens" (ce jeu est plutôt le masque qui couvre et légitime la dictature de la classe dominante) mais la lutte de classe"⁽⁹⁾. Il y a donc deux faiblesses fondamentales au sein du mouvement du 15-M qui se renforcent mutuellement et qui permettent leur actuelle falsification : la plupart de ses protagonistes se concevaient comme des citoyens et aspiraient à un "renouveau du jeu démocratique".

À cause de cela, le mouvement, malgré ses débuts prometteurs, ne s'est pas articulé "autour de la lutte de la principale classe exploitée qui produit collectivement l'essentiel des richesses et assure le fonctionnement de la vie sociale : les usines, les hôpitaux, les écoles, les universités, les ports, les travaux, la poste..."⁽¹⁰⁾, mais il a fini par se diluer dans une protestation impuissante de "citoyens indignés". Malgré quelques timides tentatives d'extension aux centres de travail, cela fut un échec, le mouvement restant de plus en plus limité aux places. Malgré les sympathies qu'il avait suscitées, il perdit de plus en plus de force jusqu'à être réduit à une minorité de plus en plus désespérément activiste.

En plus, la difficulté à se reconnaître comme classe fut renforcée par le manque de confiance en ses propres forces, ce qui a donné un poids dé-

mesuré aux couches de la petite bourgeoisie radicalisée qui se sont jointes au mouvement en renforçant la confusion, l'inter-classisme et la croyance dans les pires formulations de la politique bourgeoise, telles que "la fin du bipartisme", "la lutte contre la corruption", etc.

Ces couches sociales ont fortement contaminé le mouvement avec cette idéologie qui réduit le capitalisme "à une poignée de "méchants" (des financiers sans scrupules, des dictateurs sans pitié) alors que c'est un réseau complexe de rapports sociaux qui doit être attaqué dans sa totalité et non pas se disperser en poursuivant ses expressions multiples et variées (les finances, la spéculation, la corruption des pouvoirs politico-économiques)"⁽¹¹⁾.

Malgré quelques réponses solidaires basées sur l'action massive contre la violence policière, c'est la "lutte" conçue comme pression pacifique et citoyenne sur les institutions capitalistes qui amena le mouvement très facilement vers l'impasse.

Le mouvement Nuit debout reprend le pire du 15 M

Comme l'affirme notre section en France⁽¹²⁾, "Nuit debout n'a rien de spontané. C'est un mouvement mûrement réfléchi, préparé et organisé de longue date par des animateurs et défenseurs radicaux du capitalisme. Derrière ce mouvement prétendument "spontané" et "apolitique" se cachent des professionnels, des groupes de gauche et d'extrême-gauche qui mettent en avant "l'apolitisme" pour mieux contrôler le mouvement en coulisses."

Le but de ce montage est celui d'encadrer la protestation sociale sur le terrain de la "pression" sur les "dirigeants" et les institutions étatiques afin de promouvoir un capitalisme plus démocratique et plus humain"⁽¹³⁾, car, comme le dit un tract du collectif qui l'anime, *Convergence*

11) *Idem*.
12) Voir : "Quelle est la véritable nature du mouvement Nuit debout?"
13) *Idem*.

(suite page 6)

NOS POSITIONS

- Depuis la Première Guerre mondiale, le capitalisme est un système social en décadence. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Avec les années 80, il est entré dans la phase ultime de cette décadence, celle de sa décomposition. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irréversible : socialisme ou barbarie, révolution communiste mondiale ou destruction de l'humanité.
- La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la Révolution russe, mais son fossoyeur.
- Les régimes étatisés qui, sous le nom de "socialistes" ou "communistes", ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'État, propre à la période de décadence.
- Depuis le début du XX^e siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre États, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à une échelle toujours plus vaste. La classe ouvrière ne peut y répondre

que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.

- Toutes les idéologies nationalistes, d'"indépendance nationale", de "droit des peuples à disposer d'eux-mêmes", quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entre-massacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploités.
- Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La "démocratie", forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.
- Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis "ouvriers", "socialistes", "communistes" (les ex-"communistes" aujourd'hui), les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes et ex-maoïstes, anarchistes officiels), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de "front populaire", "front anti-fasciste" ou "front unique", mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.
- Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation syndicales, "officielles" ou "de base", ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.

- Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.
- Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les États, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.
- La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'État capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les États et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale : le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.
- La transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni "autogestion", ni "nationalisation" de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes : le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.
- L'organisation politique révolutionnaire constitue l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein

du prolétariat. Son rôle n'est ni "d'organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir" en son nom, mais de participer activement à l'unification des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

NOTRE ACTIVITÉ

- La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.
- L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.
- Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

NOTRE FILIATION

Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le CCI se réclame ainsi des apports successifs de la Ligue des communistes de Marx et Engels (1847-52), des trois Internationales (l'Association internationale des travailleurs, 1864-72, l'Internationale socialiste, 1889-1914, l'Internationale communiste, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la III^e Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les gauches allemande, hollandaise et italienne.